



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/555
11 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 28 de l'ordre du jour

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint, conformément à la résolution 43/50 D de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1988, un rapport du Centre contre l'apartheid.

ANNEXE

Mesures restrictives affectant les secteurs de l'économie
 sud-africaine tributaires de l'extérieur

Rapport du Centre contre l'apartheid

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	5
II. L'IMPORTANCE DE L'EXTERIEUR POUR L'ECONOMIE SUD-AFRICAINE	3 - 10	5
III. LES PRINCIPAUX SECTEURS TRIBUTAIRES DE L'EXTERIEUR ET LES MESURES RESTRICTIVES ADOPTEES	11 - 129	7
A. Commerce extérieur	11 - 79	7
1. Importations vitales de l'Afrique du Sud	12 - 31	8
a) Les biens d'équipement, y compris les technologies	12 - 14	8
b) Le personnel qualifié	15 - 16	8
c) Les transferts de technologie dans les autres secteurs	17 - 18	9
d) Les principaux fournisseurs de biens d'équipement et de technologie	19 - 20	9
e) Pétrole	21 - 29	10
f) Main-d'oeuvre	30 - 31	11
2. Mesures affectant les importations vitales de l'Afrique du Sud	32 - 45	12
a) Matériel informatique logiciel et données	36 - 38	13
b) Pétrole	39 - 43	14
c) Main-d'oeuvre	44 - 45	15
3. Exportations vitales de l'Afrique du Sud	46 - 66	15
a) Or	49 - 51	16
b) Charbon	52 - 56	16
c) Minéraux stratégiques	57 - 63	18
d) Produits agricoles	64 - 65	19
e) Autres exportations	66	20

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
4. Mesures touchant les exportations vitales de l'Afrique du Sud	67 - 79	20
a) Or	68 - 69	20
b) Charbon	70 - 72	21
c) Autres ressources minérales stratégiques	73 - 74	21
d) Produits agricoles	75 - 76	22
e) Autres produits manufacturés	77 - 79	22
B. Ressources financières et mouvement de capitaux étrangers	80 - 124	23
1. Mouvement de capitaux entre 1975 et 1985 : la marche vers la crise	81 - 85	23
2. "Sanctions du marché" et accès aux capitaux étrangers	86 - 124	24
a) Emprunts et crédits commerciaux	87 - 96	24
b) Sanctions gouvernementales	97 - 106	27
c) Capitaux permanents	107 - 119	28
d) Sanctions frappant les investissements en Afrique du Sud	120 - 124	32
C. Autres services	125 - 129	33
1. Transports	125 - 127	33
2. Tourisme	128	34
3. Prestation de services	129	34
IV. PORTEE, APPLICATION ET IMPACT DES MESURES RESTRICTIVES	130 - 142	34
Incidences économiques des mesures gouvernementales ...	134 - 142	35
V. CONCLUSIONS	143 - 147	37
<u>Appendice.</u> Liste des tableaux		41
<u>Tableau 1.</u> Composition du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud aux prix courants		41
<u>Tableau 2.</u> Echanges commerciaux sud-africains : principaux produits		42
<u>Tableau 3.</u> Importations de l'Afrique du Sud, par principaux partenaires commerciaux (1986-1987)		43

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Tableau 4.</u> Sources des importations de l'Afrique du Sud en biens d'équipement (1986-1987)	45
<u>Tableau 5.</u> Exportations de l'Afrique du Sud pour la période 1981-1987 : pourcentage par secteur	49
<u>Tableau 6.</u> Exportations de l'Afrique du Sud par pays de destination pour la période 1986-1987	50
<u>Tableau 7.</u> Ventes de charbon sud-africain, 1986 et 1987	52
<u>Tableau 8.</u> Part de l'Afrique du Sud dans la production mondiale de minerais, 1985-1986	53
<u>Tableau 9.</u> Débouchés des exportations de minerais et de métaux communs de l'Afrique du Sud	55
<u>Tableau 10.</u> Achats des exportations de produits agricoles d'Afrique du Sud par pays en 1986 et 1987	57
<u>Tableau 11.</u> Ventes des exportations de fer et d'acier d'Afrique du Sud par pays, en 1986 et 1987	59
<u>Tableau 12.</u> Balance des paiements et mouvements de capitaux, 1975 et 1980-1988	61
<u>Tableau 13.</u> Part globale de la participation des banques transnationales en Afrique du Sud selon les banques centrales des principaux pays créditeurs	62
<u>Tableau 14.</u> Désinvestissement d'Afrique du Sud par pays d'origine et maintien de liens non participatifs	64
<u>Tableau 15.</u> Echanges commerciaux de l'Afrique du Sud durant la première moitié de 1987 et celle de 1988	65

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 43/50 D, du 5 décembre 1988, dans laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur les nouvelles mesures législatives ou comparables adoptées et mises en oeuvre par les Etats contre l'Afrique du Sud, en particulier dans les secteurs où l'économie sud-africaine est tributaire du monde extérieur. En outre, l'Assemblée priait instamment tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait d'adopter, en attendant l'imposition de sanctions globales et obligatoires, des dispositions législatives ou des mesures analogues qui constituent des sanctions effectives contre l'Afrique du Sud, ainsi que de contrôler strictement l'application de ces mesures et d'adopter, le cas échéant, des lois prévoyant des sanctions à l'encontre des particuliers et des entreprises qui contreviennent à ces mesures.

2. Le présent rapport porte principalement sur les secteurs dans lesquels l'économie sud-africaine est tributaire de l'étranger et décrit les mesures restrictives adoptées dans ces secteurs. Les mesures découlant de l'embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud imposé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977), du 4 novembre 1977, n'y sont pas examinées en tant que telles car elles ne sont pas visées dans le mandat donné. Les réponses des différents gouvernements au sujet des mesures législatives ou autres mesures appropriées qu'ils ont adoptées pour intensifier les pressions exercées sur l'Afrique du Sud pour qu'elle mette fin pacifiquement à l'apartheid font l'objet d'un rapport distinct du Secrétaire général concernant l'action internationale concertée en vue de l'élimination de l'apartheid (A/44/533). Par ailleurs, le rapport annuel du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud (A/44/44) décrit l'application et la surveillance de l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, conformément à la résolution 43/50 J de l'Assemblée générale. De plus, le Comité spécial contre l'apartheid examine, entre autres choses, des sanctions imposées par les Etats et évalue leur impact sur l'économie sud-africaine dans son rapport annuel (A/44/22).

II. L'IMPORTANCE DE L'EXTERIEUR POUR L'ECONOMIE SUD-AFRICAINE

3. L'économie sud-africaine est largement tributaire du monde extérieur. Dans les années 80, le commerce extérieur de l'Afrique du Sud a représenté en moyenne plus de 50 % de son produit national brut (PNR), tandis que les apports de capitaux étrangers, sous la forme d'investissements ou de prêts, ont joué un rôle essentiel dans sa croissance économique. Les pressions exercées de l'extérieur sur l'économie sud-africaine peuvent donc avoir un impact majeur. Diverses mesures restrictives ont été adoptées à l'encontre de l'Afrique du Sud; ces mesures, qui affectent tant le commerce extérieur du pays que les entrées de capitaux étrangers, ont eu un impact visible sur l'économie. Les apports de capitaux étrangers en Afrique du Sud sous forme d'investissements et de prêts à long terme ayant été considérablement réduits, le commerce extérieur revêt actuellement encore plus d'importance en tant que pourvoyeur de devises.

/...

La structure de l'économie

4. Le secteur manufacturier est le plus important dans le PNB de l'Afrique du Sud : 24,5 % en 1988, la part des industries extractives et de l'agriculture étant respectivement près de 13 % et un peu moins de 6 % (voir appendice, tableau 1). Il a toujours été le secteur dynamique de l'économie, se développant plus rapidement que les autres secteurs productifs pendant les périodes d'expansion. Il est toutefois consommateur net et non producteur net de devises, car il importe quatre fois plus qu'il n'exporte.

5. Le secteur manufacturier en Afrique du Sud a trois particularités. Premièrement, le marché intérieur étant principalement axé sur la demande de la petite minorité blanche, le secteur manufacturier a adopté un mode de substitution des importations étroitement lié à cette demande, ce qui élimine la possibilité de réaliser des économies d'échelle, sauf dans les branches les plus fondamentales, capables de satisfaire également la demande de la population noire. Deuxièmement, il pâtit de l'organisation de l'enseignement en Afrique du Sud, qui se traduit par de graves pénuries d'ouvriers qualifiés et de techniciens. Cela exclut toute recherche-développement de quelque envergure et la création d'une capacité technique nationale. Troisièmement, la compétitivité des biens de consommation fabriqués en Afrique du Sud sur les marchés mondiaux est réduite par le coût élevé de la main-d'oeuvre blanche et la productivité généralement faible.

6. Par conséquent, l'Afrique du Sud, qui est aujourd'hui presque autosuffisante pour ce qui est des biens de consommation, ne produit ni les techniques, ni le matériel lourd, ni l'équipement nécessaires pour fabriquer ces biens de consommation ou répondre aux besoins des autres secteurs de l'économie. La plus grande partie des biens d'équipement est importée. On estime que les biens d'équipement et les biens intermédiaires sans lesquels l'économie ne pourrait fonctionner ne représentent pas moins de 80 % des importations du pays ¹/. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Afrique du Sud a deux sources de devises dont elle a besoin pour payer ces produits importés essentiels à son économie : les recettes d'exportation de ses produits primaires (des minéraux surtout, plus particulièrement l'or) et divers capitaux étrangers - placements, investissements sans prises de participation et prêts.

7. Dans le contexte international actuel, l'accès de l'Afrique du Sud à ces deux sources de devises semble précaire. La demande mondiale et les prix des métaux communs ont fléchi ces dernières années et le cours de l'or a fortement baissé. La croissance de l'économie sud-africaine est donc de plus en plus tributaire des capitaux étrangers. Or, le pays a de moins en moins accès aux marchés financiers. A la suite du soulèvement de Soweto, en 1976, les investissements étrangers ont considérablement diminué, les prêts à court terme au Gouvernement et aux secteurs public et privé devenant la principale forme d'apports de capitaux en Afrique du Sud pour compenser le déficit constant de la balance des opérations courantes. Le Gouvernement sud-africain ayant décrété, en 1985, un moratoire sur 10 milliards de dollars de sa dette à court terme - qui a par la suite fait l'objet d'un accord avec les créanciers (Accord de Leutwiler et Accord de Stals sur le calendrier d'amortissement) - son accès aux marchés des capitaux s'est trouvé considérablement restreint.

/...

8. La situation créée en Afrique du Sud par la pénurie de capitaux étrangers est aggravée par la faiblesse de l'épargne et des investissements à l'intérieur du pays, ce qu'on appelle parfois le "désinvestissement interne". On estime qu'en 1988 le montant réel des investissements intérieurs bruts dans l'équipement en Afrique du Sud atteignait à peu près le niveau de 1973. Qui plus est, le haut niveau des taux d'intérêt réels dans les années 80 a freiné la croissance économique. En même temps, le Gouvernement sud-africain allouait une part croissante des ressources financières du pays aux "services de protection" (défense, police, justice et prisons), et aux objets de dépense "en rapport avec la sécurité". Il a également entrepris d'améliorer les services de base dans certaines townships noires et de créer des emplois à un taux plus rapide que le taux de l'accroissement de la population, lequel est estimé à 2,8 %.

9. Selon diverses estimations, il faut, pour financer ces stratégies, un taux de croissance économique minimum de l'ordre de 3 à 5 %. En comparaison avec presque tout le reste des années 80, 1989 a été une bonne année pour l'économie sud-africaine. Le taux de croissance a atteint son niveau le plus élevé depuis 1984 (soit 3,2 %) du PNB réel, et pour la première fois depuis plusieurs années, le taux d'accroissement du PNB réel a été supérieur à celui de la population 2/. Ce redressement a cependant entraîné de fortes pressions sur le compte des opérations courantes de l'Afrique du Sud avec l'étranger, et le montant total des sorties de capitaux non liées aux réserves a atteint, au deuxième trimestre de 1988, 2,1 milliards de rands, soit trois fois la moyenne des cinq trimestres précédents 3/. Au troisième trimestre de 1988, les autorités ont imposé une série de mesures restrictives visant à réduire les importations et les dépenses des consommateurs. De nouvelles mesures restrictives ont été adoptées dans le cadre du budget pour 1989-1990 afin de couper court à ce mouvement ascendant, car les autorités sud-africaines considéraient que le pays ne pouvait se permettre un taux de croissance de 3 %. Premièrement, les capitaux étrangers nécessaires aux investissements et à la croissance font actuellement défaut; deuxièmement, étant donné la structure de l'économie sud-africaine, l'augmentation soudaine des importations associée à l'expansion de l'économie et l'affaiblissement de la balance courante qui en résulte draine les réserves en devises déjà insuffisantes, et compromet la capacité de l'Afrique du Sud à respecter le calendrier d'amortissement de sa dette.

10. En résumé, les difficultés et les contraintes qui pèsent sur l'économie sud-africaine sont d'ordre structurel. Les sanctions adoptées contre l'Afrique du Sud les ont exacerbées mais n'en sont pas la cause. Ces contraintes structurelles rendent l'économie sud-africaine extrêmement vulnérable aux pressions extérieures. C'est dans ce contexte qu'il convient d'évaluer l'impact des mesures imposées de l'extérieur.

III. LES PRINCIPAUX SECTEURS TRIBUTAIRES DE L'EXTERIEUR ET LES MESURES RESTRICTIVES ADOPTEES

A. Commerce extérieur

11. L'Afrique du Sud importe essentiellement des biens d'équipement, du pétrole, des armes et de la main-d'oeuvre. Elle exporte surtout de l'or et divers autres minéraux, dont certains sont stratégiques (voir tableau 2). Elle exporte aussi une quantité inconnue d'armements. Ses partenaires commerciaux traditionnels sont les

/...

pays développés à économie de marché d'Europe et d'Amérique du Nord ainsi que ses voisins d'Afrique australe, le Japon prenant une place importante à partir du début des années 60. Toutefois, au cours des cinq dernières années, la structure de ses relations commerciales a subi de profondes modifications en raison de l'accès limité de l'Afrique du Sud aux marchés de capitaux étrangers et des multiples, quoique très inégales, sanctions commerciales et autres imposées contre elle par un grand nombre de pays. On trouvera au tableau 3 (voir appendice) les principaux partenaires commerciaux fournisseurs de l'Afrique du Sud en 1986 et 1987.

1. Importations vitales de l'Afrique du Sud

a) Les biens d'équipement, y compris les technologies

12. L'Afrique du Sud ne produit que très peu de biens d'équipement : ils ne représentent que 5,5 % de la production de son secteur manufacturier et ils sont produits en majeure partie à l'aide de techniques importées 4/. L'Afrique du Sud est donc fortement tributaire des importations de produits de haute technologie, de biens d'équipements et de composants pour ses opérations de montage. La demande de ces articles a fortement progressé au lendemain de la seconde guerre mondiale, mais l'insuffisance des investissements fixes au cours des années 80 a quelque peu réduit la demande de biens d'équipement. Les machines et le matériel de transport n'en ont pas moins représenté 40,5 % des importations totales de l'Afrique du Sud en 1987, 45,5 % si l'on inclut les instruments scientifiques. Les quatre catégories principales de biens intermédiaires représentent 24,5 % des importations (voir tableau 2).

13. Les sociétés transnationales jouent un rôle capital dans le transfert de technologie vers l'Afrique du Sud. Les secteurs les plus vulnérables de l'économie sud-africaine, ceux qui ont constamment besoin des transferts de technologie effectués par les sociétés transnationales, sont sans doute l'électronique et l'informatique. Le retard technologique sera plus sensible à long terme car les usines continueront probablement à utiliser essentiellement les mêmes technologies et les mêmes machines dans les années à venir 5/.

14. La dépendance de l'Afrique du Sud à l'égard de la technologie étrangère est surtout évidente dans l'électronique, qui joue aujourd'hui dans le développement industriel un rôle moteur comparable à celui des textiles et de l'acier au début de l'industrialisation. Cette technologie est transférée en Afrique du Sud grâce aux liens qu'y maintiennent les sociétés transnationales par le biais de la participation au capital, ou par d'autres arrangements. Les investissements faits à l'étranger par plusieurs entreprises électroniques sud-africaines constituent aussi une filière utilisée.

b) Le personnel qualifié

15. La capacité technologique relativement faible de l'Afrique du Sud tient à la pénurie de techniciens et de scientifiques dans le pays. Dans le secteur électronique, les ingénieurs et chercheurs ne représentaient en 1984 que 2,7 % de la main-d'oeuvre, alors que, dans d'autres pays, leur proportion peut dépasser les 20 % 6/. L'Afrique du Sud s'efforce donc depuis longtemps d'attirer en priorité des immigrants qualifiés sur le plan technique. L'immigration en Afrique du Sud a

régulièrement baissé tout au long de la présente décennie et depuis 1986, le pays accuse une diminution nette de la population, notamment les cadres, les techniciens et le personnel assimilé. Selon les chiffres relatifs aux mouvements de population au cours des deux années 1986-1987, l'Afrique du Sud a perdu au total 2 100 cadres, techniciens et travailleurs assimilés 7/.

16. C'est pourquoi, à court terme, l'industrie électronique sud-africaine, qui a une importance stratégique, ne peut pas réduire sa dépendance à l'égard des transferts de technologie étrangère, ce qui la rend extrêmement vulnérable aux mesures restrictives extérieures.

c) Les transferts de technologie dans les autres secteurs

17. Un autre secteur tributaire de l'étranger est celui de l'industrie automobile, dont les importations dépassent de loin les exportations : en 1985, le déficit commercial de l'industrie automobile s'est élevé à près de 1,5 milliard de rands (environ 700 millions de dollars). Avec un déficit réel en devises qui devrait atteindre 6 milliards de rands en 1991, l'industrie automobile est de tout évidence un secteur fortement tributaire de l'étranger.

18. Ici aussi, le transfert de technologie s'effectue par le biais des sociétés transnationales qui ont souvent remplacé la participation en capital des premiers temps par d'autres arrangements. Les principaux éléments visibles du transfert de technologie sont actuellement les transactions commerciales, les caractéristiques techniques, les schémas d'exécution et l'aide technique en personnel qualifié. Selon un rapport de l'ONU, si 63 % des voitures construites en Afrique du Sud sont fabriquées par des sociétés locales, il s'agit d'usines de montage qui "fonctionnent, dans la pratique, comme si elles étaient des filiales de sociétés transnationales étrangères" 8/. La principale exception est l'usine de fabrication de moteurs diesel Atlantis, propriété de l'Etat et créée pour tourner l'embargo imposé par l'ONU en 1977 sur les livraisons d'armes, y compris les camions destinés à l'armée et à la police.

d) Les principaux fournisseurs de biens d'équipement et de technologie

19. Il semble établi que les activités que continuent de mener les sociétés transnationales au titre de leur participation en capital et d'autres arrangements sont le principal facteur de transfert de technologie dans tous les secteurs de l'économie sud-africaine. De surcroît, les sociétés transnationales sont concentrées dans les secteurs les plus stratégiques et les plus avancés de cette économie, ceux qui se sont en fait développés grâce aux techniques introduites par les sociétés transnationales. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a répertorié plus de 600 sociétés qui, à la fin de 1988, continuaient à avoir des participations de 10 % ou plus dans une ou plusieurs filiales sud-africaines 9/. Entre janvier 1984 et la mi-avril 1989 277 autres sociétés transnationales avaient désinvesti en Afrique du Sud, en cédant leurs participations dans leurs filiales sud-africaines 10/. Selon l'Investor Responsibility Research Center, Inc., au moins 50 % de ces sociétés conservaient des liens sous une forme autre que la participation : accords de licence, de distribution, de montage ou de concession.

20. Les trois pays plus gros investisseurs en Afrique du Sud sont la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique (voir tableau 4). S'agissant des biens d'équipement et de la technologie, les quatre principaux fournisseurs de l'Afrique du Sud sont ces trois pays et le Japon : en 1984, plus de 70 % des importations sud-africaines de biens intermédiaires et de biens d'équipement provenaient de ces pays et près de 80 % des accords de transfert de technologie étaient passés avec eux. La série de sanctions imposées en 1986 a eu sans aucun doute une incidence sur ces échanges, comme le montre le tableau 4. Quant au volume des importations sud-africaines d'armes et de pétrole, il s'agit d'un secret d'Etat et les estimations diffèrent considérablement.

e) Pétrole

21. Malgré près de 25 ans de recherches menées par la SOEKOR, société d'Etat de prospection de pétrole et de gaz, l'Afrique du Sud ne produit pas de pétrole brut. Bien que le Gouvernement soit intervenu rapidement pour diminuer sa dépendance à l'égard des importations de pétrole, celles-ci demeurent cruciales. Selon le rapport du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud, "l'approvisionnement pétrolier [de l'Afrique du Sud] n'en reste pas moins vulnérable car une grande partie de ses importations proviennent de sources qu'un changement quelconque dans la politique des pays concernés ou une plus grande vigilance de la part de la communauté internationale pourrait tarir" 11/.

22. A l'heure actuelle, le pétrole ne pourvoit qu'à 20 % environ des besoins énergétiques de l'Afrique du Sud. On estime que le charbon pourvoit à quelque 80 %, le reste étant couvert par la seule centrale nucléaire du pays 12/.

23. Environ 25 % du pétrole consommé en Afrique du Sud provient des trois centrales de SASOL qui transforment du charbon en pétrole et dont la première a été construite en 1955. D'autres projets de production de pétrole ont été mis à l'étude, par suite des sanctions imposées; celles-ci ont lourdement pesé dans la décision prise à titre provisoire en 1987 de poursuivre un projet de 3,4 milliards de rands visant à exploiter des réserves de gaz en mer près de Mossel Bay et à transformer le gaz en combustible liquide. Cette opération permettra de couvrir environ 10 % des besoins actuels en combustible importé, mais le coût unitaire marginal sera plus élevé 12/.

24. Toujours pour se protéger des mesures extérieures, l'Afrique du Sud a constitué des stocks importants, qui devraient correspondre à six-sept mois de sa consommation actuelle 12/. L'Afrique du Sud aurait utilisé des prêts de banques étrangères pour accroître ses réserves stratégiques de pétrole, au moment où les prix avaient fortement chuté en 1986 13/.

25. Le pétrole ne représente qu'une part relativement faible de sa consommation énergétique totale, mais cela ne signifie nullement que l'Afrique du Sud soit autonome. Sa dépendance à l'égard de l'étranger est évidente à trois niveaux. Premièrement, les projets de production de pétrole à partir du charbon et les autres projets envisagés concernant des combustibles liquides sont tous tributaires de techniques et d'équipements importés.

26. Deuxièmement, l'Afrique du Sud est tributaire des sociétés transnationales dans le domaine pétrolier. Le pétrole, qui pourvoit à environ 20 % de ses besoins énergétiques, est raffiné dans quatre grandes raffineries, dont trois étaient la propriété de compagnies pétrolières étrangères, jusqu'à ce que la Mobil Corporation ait vendu ses intérêts en 1989. Depuis le désinvestissement de Mobil, une des grandes raffineries appartient à Shell/BP et une autre à Caltex, la raffinerie Natref, à Sasolburg, étant contrôlée par la SASOL. Comme ses installations de production de pétrole à partir de charbon donnent de l'essence et non du diesel, les autres grandes raffineries jouent un rôle stratégique capital, étant la seule source sud-africaine de diesel, dont l'importance est vitale pour l'armée et la police, les poids lourds, l'équipement agricole et diverses activités industrielles.

27. Troisièmement, tout en étant relativement peu tributaire de l'énergie pétrolière et capable de produire du pétrole à partir du charbon, l'Afrique du Sud doit importer de grandes quantités de pétrole brut, sans lequel son activité économique finirait par être paralysée. En 1987, les importations directes de pétrole se plaçaient au deuxième rang, après les importations de véhicules et de matériel de transport. Leur coût total, estimé à 1 880 millions de dollars, a renchéri la facture pétrolière de 25,3 % par rapport à 1986. Il est extrêmement difficile d'en établir la source avec précision. Le groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud a enquêté sur 64 cas de livraisons présumées de pétrole dans des ports sud-africains qui lui avaient été signalées en 1988 et sur 32 cas en 1987 14/. En outre, en 1989, il a demandé à divers gouvernements des éclaircissements sur quelque 530 cas de livraisons de pétrole brut ou de produits pétroliers qui auraient été effectuées à l'Afrique du Sud depuis le 1^{er} janvier 1936. Loin de traduire nécessairement une augmentation des livraisons pendant l'année en cours, cette forte hausse du nombre des cas étudiés résulte plutôt d'une capacité accrue de collecte des données.

28. Ces importations en violation de l'embargo pétrolier coûtent cher. L'Afrique du Sud doit acheter en grande partie sur le marché libre, et le transport jusqu'à des ports sud-africains entraîne sans aucun doute des coûts supplémentaires. Le Président de l'Afrique du Sud a reconnu en 1986 que, du fait de l'embargo, le Gouvernement avait dû dépenser entre 1974 et 1984 pour ses importations pétrolières, 22 milliards de rands de plus qu'il ne l'aurait fait dans des circonstances normales 15/. Si l'on applique les taux de change en vigueur pendant cette période, on constate que ce montant correspond presque exactement à la partie de la dette extérieure que l'Afrique du Sud n'a pas pu rembourser en 1985. Le Shipping Research Bureau estime à environ 2 milliards de dollars le coût annuel de l'embargo pétrolier pour l'Afrique du Sud, encore que la récente surabondance de l'offre sur les marchés pétroliers ait ramené à 2 dollars la "prime pétrolière", qui avait atteint 8 dollars environ le baril 16/.

29. Ces trois aspects de la dépendance de l'Afrique du Sud à l'égard de l'étranger sur le plan pétrolier soulignent sa vulnérabilité dans ce domaine.

f) Main-d'oeuvre

30. C'est sur le plan de la main-d'oeuvre que la dépendance de l'Afrique du Sud est tributaire de l'étranger depuis longtemps. Depuis un siècle, les industries extractives et, à moindre degré, l'agriculture et le secteur manufacturier de

/...

l'Afrique du Sud, ont très largement recours à une main-d'oeuvre faiblement rémunérée importée de pays voisins. Après l'indépendance du Mozambique en 1975 et les événements ultérieurs dans la région, la main-d'oeuvre étrangère a considérablement diminué en Afrique du Sud, surtout dans les industries extractives. En 1986, le nombre de travailleurs étrangers enregistrés dans les mines sud-africaines était tombé à 243 000, soit presque la moitié du chiffre record de 1974 17/.

31. Nous avons examiné plus haut l'ampleur de la perte nette de personnel hautement qualifié, surtout dans le secteur technologique. Toutefois, "l'exode net des compétences" se fait sentir dans l'ensemble de l'économie sud-africaine. L'industrie extractive a signalé que 5 % de ses ingénieurs avaient quitté le pays en 1985-1986. Les sociétés qui ont désinvesti ont fait valoir la difficulté qu'elles avaient à recruter des comptables, des actuaires et des opérateurs sur ordinateur. Des manques d'administrateurs et de spécialistes, de techniciens et de personnel assimilé ont été signalés à tous les niveaux de l'activité économique 17/. Dans tout pays, l'offre interne de personnel dûment formé et compétent est étroitement liée au système d'enseignement. Reconnaisant cet état de fait, le Gouvernement sud-africain a revu son plan décennal en vue d'assurer une "éducation égale (avec ségrégation) pour tous". A l'heure actuelle et dans l'avenir immédiat, pour avoir plus de personnel qualifié, de techniciens, de spécialistes et d'administrateurs, l'Afrique du Sud doit se tourner vers l'étranger.

2. Mesures affectant les importations vitales de l'Afrique du Sud

32. Dans le cas des cinq pays nordiques, pratiquement tous les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud et tous les investissements dans ce pays sont interdits. Le transport de pétrole à destination de l'Afrique du Sud sur des bateaux battant pavillon norvégien est presque entièrement interdit. La Norvège interdit également le transport d'autres produits vers l'Afrique du Sud sur ses navires ainsi que la fourniture de services à ce pays. Les nouveaux investissements, la plupart des services financiers, le transfert de technologie et la location de biens d'équipement sont maintenant illégaux. Sont exclus de l'interdiction les médicaments, le matériel médical et les informations. Dans les cinq pays nordiques, les violations de l'embargo sont passibles d'amendes et/ou de peines d'emprisonnement.

33. Certaines formes de transfert de technologie sont interdites en vertu de l'embargo général sur les armes, même si les infractions sont fréquentes. Comme on l'a vu plus haut, les deux formes les plus courantes de transfert de technologie sont les investissements étrangers directs et les accords de licence, de distribution, accords techniques et autres entre des sociétés transnationales et des sociétés sud-africaines.

34. Le Japon est le seul partenaire commercial important de l'Afrique du Sud ayant carrément interdit toutes les formes d'investissement direct en Afrique du Sud. Il autorise cependant les accords de licence, et les produits d'origine japonaise (et à base de technologie japonaise) sont en tête des ventes dans de nombreux secteurs, notamment les automobiles, les appareils électriques de grand public et autres secteurs. Pour les pays qui continuent à avoir des investissements directs en

Afrique du Sud, les transferts de technologie par cette filière se poursuivent sans entrave. Divers codes de conduite limitent toutefois la fourniture de certaines technologies à l'armée ou à la police.

35. Les transferts de technologie s'effectuent fréquemment par divers liens autres que la participation au capital des entreprises sud-africaines. Seuls les pays nordiques ont expressément interdit les transferts de technologie par l'octroi de brevets, licences ou droits de fabrication. En 1988, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth a recommandé l'interdiction des transferts des techniques qui permettent à l'Afrique du Sud de tourner les sanctions existantes, en particulier dans le domaine des armements, des produits pétroliers et des ordinateurs ^{18/}. Depuis lors, le Canada a interdit la vente de produits de haute technologie au secteur privé sud-africain, mais l'interdiction ne semble pas s'appliquer aux transferts par octroi de licences.

a) Matériel informatique logiciel et données

36. Avant 1985, la fourniture d'ordinateurs aux forces de sécurité sud-africaines était régie par divers codes de conduite (essentiellement facultatifs). Une interdiction des exportations d'ordinateurs pouvant être utilisés par l'armée et la police, que proclameraient les gouvernements membres, figurait sur la liste du Commonwealth (Nassau) de 1985, énumérant des mesures qui pourraient être prises. La même année, l'Australie a interdit les exportations de matériel informatique, et la Nouvelle-Zélande a retiré des permis d'exportation d'ordinateurs à destination de l'Afrique du Sud. Au Canada, l'interdiction existante a été étendue au secteur privé en 1988.

37. On a interprété l'interdiction de la Communauté européenne de 1985 relative au matériel militaire et policier stratégique comme s'appliquant aux ordinateurs. La France impose l'octroi d'une licence pour l'exportation de ces articles; les Pays-Bas interdisent les exportations d'ordinateurs et l'Irlande exige de l'utilisateur la garantie que le matériel n'est pas destiné aux forces de sécurité. Les Etats-Unis, l'Autriche et le Japon interdisent aussi les exportations d'ordinateurs à l'usage de l'armée et de la police. Aux Etats-Unis, l'interdiction des ventes d'ordinateurs aux forces de sécurité du régime s'étend aux transferts de données et de logiciel aux services du Gouvernement sud-africain qui appliquent l'apartheid. Dans les autres cas, le logiciel n'est pas inclus dans les restrictions et le Canada et les pays nordiques semblent être les seuls pays qui interdisent expressément les ventes d'ordinateurs au secteur privé.

38. Malgré ces interdictions, il semblerait qu'à l'exception du domaine crucial des armements, l'économie sud-africaine ait accès pratiquement sans entrave aux techniques dont elle a besoin. Dans certains cas, les ordinateurs sont envoyés à des pays tiers. La province chinoise de Taïwan a élargi sa pénétration du marché sud-africain et la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'Italie et la France ont tous accru leurs ventes à l'Afrique du Sud. En 1987, les ordinateurs et les pièces d'ordinateur suivis de composants électroniques et de pièces étaient respectivement deuxième et troisième catégorie d'importations dans l'Union douanière sud-africaine, après les véhicules et le matériel de transport. Le tableau 4 montre qu'en 1987 les importations sud-africaines des trois principales catégories de biens d'équipements ont en fait augmenté, surtout en provenance de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de la province chinoise de Taïwan.

/...

b) Pétrole

39. Le premier embargo sur le pétrole a été imposé en 1973 par l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, laquelle a recommandé des mesures supplémentaires en 1981, avec système de vérification de tous les contrats pétroliers et la nouvelle clause de "l'utilisateur final", pour que le pétrole n'arrive pas en Afrique du Sud. L'embargo sur le pétrole imposé par la Norvège englobe le transport de pétrole brut vers l'Afrique du Sud par les navires norvégiens et par tout navire étranger mis à la disposition de sociétés norvégiennes. Une législation similaire a été adoptée au Danemark, et les Etats nordiques se sont engagés collectivement à renforcer l'embargo sur le pétrole.

40. Suite à l'Accord du Commonwealth (Nassau) de 1985, l'Australie a interdit les exportations de pétrole à l'Afrique du Sud, et le Canada a proclamé une interdiction facultative. En 1985, la Communauté européenne a recommandé l'interdiction de la fourniture à l'Afrique du Sud de pétrole produit dans la Communauté et en 1986 cette interdiction a été étendue au pétrole non produit dans la Communauté, non compris le pétrole dans les entrepôts de douane ou les produits raffinés. L'application a été inégale. Le pétrole du Royaume-Uni n'est exporté qu'aux parties à l'accord de l'Agence internationale de l'énergie relatif aux importations et aux exportations, auquel l'Afrique du Sud n'est pas partie. L'interdiction imposée par les Pays-Bas ne s'applique qu'au pétrole brut néerlandais de la mer du Nord. Le Luxembourg et l'Italie n'accordent pas de licences pour l'exportation de pétrole à destination de l'Afrique du Sud. La Grèce a interdit les exportations de pétrole et la France et la Belgique ont étendu leurs interdictions aux produits raffinés.

41. Le Comprehensive Anti-Apartheid Act de 1986 adopté par les Etats-Unis comporte une interdiction sur les exportations de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Plusieurs pays latino-américains, notamment l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Pérou et le Venezuela, ont également interdit les exportations ou le transport direct de pétrole et de produits pétroliers vers l'Afrique du Sud. Le Gouvernement israélien a interdit la vente ou le transfert de pétrole ou de produits pétroliers à destination de l'Afrique du Sud en 1987.

42. Toutefois, certaines exportations ne sont pas affectées par l'embargo pétrolier imposé par certains pays. L'essence et les matières premières pour l'industrie pétrolière ne sont pas visées par l'interdiction imposée par la France; l'interdiction imposée par le Royaume-Uni ne s'applique qu'aux exportations de pétrole brut. Ni la France, ni le Royaume-Uni ni le Canada n'interdisent l'entreposage de pétrole en transit pour l'Afrique du Sud ou le transport de pétrole brut ou raffiné vers l'Afrique du Sud par les navires nationaux. Dans le cas du Royaume-Uni et du Canada, les interdictions ne sont pas obligatoires.

43. En outre, quelques interdictions seulement font l'objet de textes législatifs. En cas de violation, les peines sont légères si elles sont appliquées; il est rare que des mesures soient prises contre les sociétés qui violent les embargos; et les certificats d'utilisateur final ne sont pas souvent vérifiés. Il y a de nombreuses violations présumées des divers interdictions et embargos 19/. Ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, le Groupe intergouvernemental a conclu que l'Afrique du Sud demeurerait potentiellement vulnérable à une désorganisation de ses livraisons de pétrole.

/...

c) Main-d'oeuvre

44. Le mouvement des travailleurs migrants des pays voisins vers l'Afrique du Sud a été réduit mais non arrêté. Etant donné que beaucoup des travailleurs migrants venus des Etats voisins ont des compétences particulièrement recherchées dans les mines d'or, leur apport à l'économie sud-africaine et à sa capacité d'exportation est important. Les Etats membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe cherchent à accroître leur coopération économique, principal moyen de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

45. La grave pénurie de cadres, de professionnels et de techniciens en Afrique du Sud a pour effet de ralentir l'activité économique et a causé le retrait d'au moins une société transnationale. Cette pénurie est due essentiellement à la situation régnant en Afrique du Sud et non à des restrictions imposées de l'extérieur aux mouvements de main-d'oeuvre. Entre autres mesures législatives inégalement appliquées, certains Etats interdisent à leurs citoyens de fournir des services militaires à un autre Etat; toutefois, la grande majorité des citoyens étrangers engagés dans les forces de défense sud-africaines ne sont pas citoyens de ces Etats.

3. Exportations vitales de l'Afrique du Sud

46. Pour se procurer les devises dont elle a besoin pour financer ses importations essentielles, l'Afrique du Sud exporte des produits agricoles et minerais à l'état brut ou semi-finis et tente d'attirer des capitaux étrangers surtout sous forme d'investissements et de prêts. Les exportations d'armes, dont le volume n'est pas connu, sont probablement aussi une source de devises.

47. Entre 1980 et 1985, les recettes d'exportation ont représenté, en moyenne, 30 % du PNB de l'Afrique du Sud, pourcentage dépassé par peu de pays seulement. Actuellement, la part de l'industrie minière dans les recettes d'exportations sud-africaines est d'environ 70 %, l'or représentant à lui tout seul quelque 40 %. Le charbon, les produits agricoles, le fer et l'acier et les diamants non taillés représentent 5 à 7 % chacun. Il est estimé que les produits industriels et chimiques finis ne constituent que 5 % du volume total des exportations. Trois groupes de produits de base représentent donc l'essentiel des exportations sud-africaines : l'or, les minéraux/métaux communs et les produits agricoles, à l'état brut et transformés. Leur part globale dans la valeur totale des exportations varie d'une année à une autre en fonction des cours sur les marchés internationaux, en particulier dans le cas de l'or, mais, depuis 40 ans, elle n'a jamais été inférieure à 75 %, atteignant parfois les 90 %. Le tableau 5 montre clairement le rôle prépondérant que joue l'or dans l'économie sud-africaine.

48. L'Afrique du Sud a cessé de publier des statistiques commerciales détaillées en 1986. Durant les 15 années antérieures, ses principaux clients étaient les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne - les quatre pays qui lui fournissaient plus de la moitié des produits qu'elle importait - et la Suisse. Depuis 1970, ces cinq pays absorbaient régulièrement entre 51 et 56 % des produits exportés par l'Afrique du Sud, à l'exception de l'or. Le tableau 6, qui contient la liste des pays vers lesquels l'Afrique du Sud exporte ses produits, indique les changements intervenus dans la structure de ses échanges depuis 1985.

/...

a) Or

49. L'or a joué un rôle prépondérant dans le développement de l'économie sud-africaine. S'élevant à 19,7 milliards de rands, les ventes d'or ont représenté en 1988 plus de 16 % du PNB. Les mines d'or du pays emploient plus d'un demi-million de personnes et l'or est à la base des grands conglomerats sud-africains, qui engendrent l'essentiel de l'épargne nationale. Au cours des 15 dernières années, la part de l'or dans les recettes d'exportations totales n'a jamais été inférieure à 40 % - et a même atteint 51 % lors de la grande flambée spéculative de 1981. En 1988, les ventes d'or à l'étranger représentaient près des trois quarts des recettes totales d'exportations des produits minéraux, qui étaient de 27 milliards de rands 20/. Ces ventes, qui ont donc rapporté 19,7 milliards de rands, permettent, à elles seules, de financer presque les deux tiers des importations de marchandises et une part substantielle des importations de technologies et de biens d'équipement, dont toute l'économie sud-africaine est tributaire.

50. La part de l'Afrique du Sud dans la production mondiale d'or, compte non tenu des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), est tombée de 51,9 % en 1980 à 32,5 % en 1986 et de 70,4 % en 1980 à 45,1 % en 1987. Avec une tendance à la baisse durant une grande partie des années 80, sa production a atteint 617 tonnes en 1988, plus de 99,5 % de l'or produit étant exportés. La production de krugerrands qui, au début des années 80 absorbait plus de 100 tonnes d'or par an, a pratiquement cessé du fait de l'embargo général sur les pièces d'or sud-africaines et le pays n'exporte donc plus que de l'or pur. Les fluctuations du cours de ce métal sont donc déterminantes sur la balance des paiements de l'Afrique du Sud et sa capacité d'importer. Une baisse de 10 dollars du prix de l'or sur une période d'une année se traduit par une réduction des recettes d'exportation de l'ordre de 200 millions de dollars.

51. Il y a relativement peu de débouchés directs pour l'or sud-africain. La destination des exportations est un secret, mais les spécialistes estiment qu'en 1986, entre 300 et 350 tonnes sont passées par le pool de l'or de Zurich et 200 tonnes par le marché de l'or londonien et 113,5 tonnes expédiées en Italie, essentiellement pour l'industrie de la joaillerie, dont la moitié de la production est importée par les Etats-Unis. Une cinquantaine de tonnes d'or sud-africain ont été vendues en relativement petites quantités à d'autres pays, notamment le Japon et la province chinoise Taiwan. Le marché de l'or londonien est dominé par un petit nombre de banques de différents pays, alors que le marché zurichois est entièrement contrôlé par trois grosses banques suisses. Ces dernières ont en outre procédé à des swaps rapides des réserves d'or sud-africain afin de permettre à l'Afrique du Sud d'obtenir les devises dont elle avait besoin en 1985 et 1986 pour faire face au retrait massif des capitaux déposés dans ses banques et à l'expansion rapide des importations en 1988 21/.

b) Charbon

52. Le charbon joue un rôle central dans l'économie et le commerce extérieur de l'Afrique du Sud. Il fournit environ 75 à 80 % de l'énergie qu'elle consomme et 25 à 30 % du combustible liquide qu'elle utilise. En 1985, elle était le cinquième producteur mondial de charbon. Depuis le début des années 80, ce produit est sa

/...

deuxième source de recettes d'exportation. Bien que les exportations ne représentent que 25 % du volume total extrait, leur part dans les recettes de l'industrie du charbon était en 1985 de 62 %. En 1987, elles représentaient en outre 12 % des ventes totales à l'étranger. Après une baisse de l'ordre de 15 % des ventes de charbon à l'étranger entre 1985 et 1987, les recettes d'exportation de l'Afrique du Sud ont atteint 2 milliards 730 millions de rands en 1988, soit une augmentation de près de 20 % par rapport à 1987 20/.

53. Les exportations sud-africaines de charbon consistent, pour l'essentiel, en du charbon vapeur maigre; le pays n'exporte que de faibles quantités de charbon à coke. Les coûts de la main-d'oeuvre sont très bas par rapport à ceux des autres grands producteurs et, s'ajoutant à la dépréciation du rand dans les années 80, ce facteur rend l'Afrique du Sud très compétitive. Les grandes quantités de charbon bon marché qu'elle produit sont la source vers laquelle se tournent les acheteurs lorsque la demande s'accroît. Certains petits exportateurs d'autres pays essaient de vendre moins cher que l'Afrique du Sud, sans pouvoir offrir cependant les mêmes quantités. Celle-ci dispose donc d'une importante marge de manoeuvre dans la commercialisation de son charbon. Environ 60 % du charbon sud-africain sont vendus sur le marché libre. Lorsqu'en 1986 les sanctions lui ont fermé l'accès des marchés français, danois et américain, l'Afrique du Sud est parvenue à limiter ses pertes en vendant sur les marchés libres européens et en Extrême-Orient.

54. Le charbon sud-africain a deux grands débouchés, l'Europe et l'Asie de l'Est. On estime qu'en 1987, les ventes à des pays européens ont représenté la moitié des exportations de l'Afrique du Sud, contre 59,3 % en 1985. Plus de 92 % des quelque 20,1 millions de tonnes de charbon écoulé par l'Afrique du Sud en Europe en 1987 sont allés à sept pays : l'Italie (5,3 millions de tonnes), l'Espagne (4,4 millions de tonnes), la République fédérale d'Allemagne (2,6 millions de tonnes), la Belgique (2,4 millions de tonnes), les Pays-Bas (1,7 million de tonnes), la France (0,8 million de tonnes), le Portugal (0,8 million de tonnes) et la Grèce (0,6 million de tonnes) 22/.

55. Les pays asiatiques - à l'exclusion des pays à économie planifiée - ont absorbé en 1987 45 % des exportations sud-africaines de charbon, contre 34 % en 1985. Le Japon est de loin le premier client de l'Afrique du Sud, encore que le volume de ses achats soit tombé de 8,7 millions de tonnes en 1985 (soit de 19,6 % à 18,1 % du volume total des exportations sud-africaines à 7,3 millions de tonnes en 1987). Les exportations sud-africaines de charbon vers le Japon ont la particularité d'être constituées pour plus de moitié de charbon à coke; le Japon a d'ailleurs absorbé la totalité des exportations de ce produit en 1985 et près de 86 % en 1987 22/.

Hong-kong, la République de Corée et la province chinoise de Taiwan sont aussi d'importants marchés d'exportation et le volume de leurs achats a nettement augmenté depuis 1985 (voir tableau 7).

56. Les sociétés transnationales étrangères contribuent dans une large mesure à la promotion des ventes sud-africaines de charbon. Certaines grandes sociétés pétrolières ont des intérêts dans des mines de charbon ou des points de transbordement ou dans les deux.

c) Minéraux stratégiques

57. L'Afrique du Sud est le premier exportateur mondial de toute une gamme de minéraux stratégiques indispensables aux aciéries, à l'industrie électronique et aux industries militaires, notamment les métaux précieux (or et platine), les diamants, les métaux et les minéraux industriels (andalousite, antimoine, amiante, cuivre, fluorine, plomb, nickel, vermiculite), l'acier et les minéraux entrant dans les alliages (vanadium, manganèse et chrome), les combustibles autres que ceux dérivés du pétrole, le charbon et l'uranium. L'Afrique du Sud est le principal, et dans certains cas le seul, producteur de ces minéraux si l'on excepte l'Union des Républiques socialistes soviétiques (voir tableau 8). En outre, étant donné l'infrastructure des transports de l'Afrique australe, leurs exportations de minéraux des autres pays de la région doivent en grande partie transiter par l'Afrique du Sud 23/.

58. Bien que l'Afrique du Sud occupe manifestement une position prépondérante sur les marchés mondiaux de minéraux stratégiques, l'importance économique des réserves sud-africaines est perçue différemment. Des activités d'exploration et l'amélioration des techniques d'extraction ont permis de mettre en exploitation d'importants nouveaux gisements et les estimations relatives aux réserves ont été révisées en hausse. Qui plus est pour de nombreux minéraux, la demande n'a pas atteint les niveaux que l'on prévoyait avant les augmentations du prix du pétrole de 1973, et alors que l'on s'attendait à des pénuries, l'effet conjugué de la baisse de la demande et de l'accroissement de la production a causé une situation pléthorique et l'effondrement des prix de certains minéraux - cuivre, uranium, charbon, amiante et manganèse. En outre, les stocks importants constitués par de nombreux pays et les possibilités de conservation, de recyclage et de substitution enlèvent toute créance aux prévisions de paralysie des économies occidentales en cas d'interruption de livraisons sud-africaines 23/.

59. Selon une étude publiée en 1986 par le Département de l'intérieur des Etats-Unis (South Africa and Critical Minerals), il serait relativement simple de remplacer le manganèse et le vanadium sud-africains : en 1984, l'excédent de la capacité de production mondiale de manganèse représentait presque une fois et demie le volume de la production sud-africaine et on pourrait en mettre en exploitation autant (principalement en Australie) en un an ou deux. Quant au vanadium, une interruption des livraisons sud-africaines n'aurait guère d'effet aux Etats-Unis, d'abord parce que d'importants stocks privés (l'équivalent de 21 mois de consommation aux niveaux de 1984) ont été constitués 24/ et parce que, dans la plupart des cas, on peut remplacer le vanadium par du molybdène.

60. Environ les trois quarts du chrome sud-africain sont transformés en ferrochrome qui est utilisé pour la fabrication de l'acier, et l'Afrique du Sud est le plus grand producteur mondial de chrome sous sa forme la moins chère, le chrome de charge. D'après l'étude du Département de l'intérieur des Etats-Unis, la capacité excédentaire mondiale est de 68 % de la production annuelle de l'Afrique du Sud et, de plus, on pourrait réduire de 30 % la consommation de "nouveau" chrome aux Etats-Unis en améliorant les procédés de transformation de manière à mieux utiliser le chrome et en recyclant davantage l'acier inoxydable. Donc, d'après cette étude, une interruption soudaine des exportations sud-africaines de

/...

ferrochrome causerait quelques perturbations et augmentations des coûts - il faudrait modifier les procédés de production d'acier inoxydable et les prix du ferrochrome monteraient en flèche - mais les forces du marché régiraient la demande de ferrochrome et l'offre d'acier inoxydable.

61. Les conclusions sont similaires en ce qui concerne la possibilité de survivre à une interruption des livraisons de platine sud-africain : on peut raisonnablement supposer que l'effet conjugué d'une réduction de la consommation de platine, du recyclage et de la mise en exploitation de nouvelles réserves motivée par la hausse des prix ramènerait la demande mondiale de platine à environ 45 % du niveau actuel. Un tiers serait couvert par les sources autres que l'Afrique du Sud. Les réserves de platine et les stocks de catalyseurs de voiture permettraient de pourvoir au reste pendant plus de cinq ans. Par exemple, les pots d'échappement des voitures à la casse contiennent plus de platine que n'en produit l'Afrique du Sud pendant une année et les mesures de substitution et d'économie permettraient de réduire de 15 à 35 % la consommation des Etats-Unis sans que l'approvisionnement en platine de l'industrie automobile de ce pays s'en ressente 25/. Certains experts ont tendance à minimiser la vulnérabilité de l'économie mondiale à une interruption des livraisons sud-africaines et l'importance stratégique de la question 26/. D'autres considèrent cependant qu'il serait très difficile de remplacer le platine sud-africain; selon eux la demande est appelée à s'accroître en raison de l'introduction de systèmes de contrôle des gaz d'échappement dans les pays de la Communauté économique européenne et, il y a quelques années, des pénuries s'étaient traduites par des augmentations du prix du platine, qui était passé de 250 dollars l'once en 1985 à 600 dollars l'once en 1986 23/.

62. D'autres pays importateurs de minéraux ont aussi effectué des études pour déterminer dans quelle mesure leur économie serait perturbée par une interruption des livraisons sud-africaines 27/.

63. Les principaux débouchés des exportations sud-africaines de métaux communs, d'uranium et d'autres minéraux non métalliques sont indiqués dans le tableau 9.

d) Produits agricoles

64. Le produit, brut et transformé, de l'agriculture et de la pêche vient traditionnellement au troisième rang des exportations sud-africaines, après l'or et les autres minéraux/métaux communs. En 1985, la dernière année pour laquelle des données détaillées ont été publiées, les exportations de l'Afrique du Sud se sont élevées à 1,8 milliard de rands, soit un peu moins de 5 % de ses exportations totales. Il s'agissait essentiellement de fruits et de légumes, de céréales, de vin, de sucre, de viande, de poisson et de produits laitiers transformés ou à l'état brut. Si l'on inclut la laine et ses dérivés, la part des produits agricoles dans les exportations totales s'élève à 6,3 %. Les débouchés traditionnels des fruits, des vins et de la laine sont le Royaume-Uni et les autres pays de la Communauté européenne, l'excédent de maïs étant exporté vers l'Extrême-Orient.

65. Toutefois, en 1986, le Japon était le plus grand marché d'exportation des produits agricoles sud-africains, absorbant 23,8 % (25,5 % en 1987) des fruits, légumes et céréales, 21,1 % (26 % en 1987) de la viande, du poisson et des produits laitiers et 40 % du sucre. Les pays membres de la Communauté européenne sont aussi

de gros clients de l'Afrique du Sud. En 1986, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et la France ont acheté 42 % des fruits, légumes et céréales exportés (ce chiffre est passé à 47,7 % en 1987) et, pour la viande, le poisson et les produits laitiers, l'Italie, la France et l'Espagne ont absorbé au total 27,3 % (46 % en 1987) 4/ (voir tableau 10). Quant au sucre, les principaux débouchés sont, en plus du Japon, la République de Corée (20 %) et Israël.

e) Autres exportations

66. Les autres principaux produits d'exportation de l'Afrique du Sud sont le fer et l'acier, d'autres articles manufacturés et les armes. L'Afrique du Sud est le huitième producteur mondial de minerai de fer et exporte environ la moitié de sa production. En 1985, elle a exporté 10 millions de tonnes qui ont rapporté au total 319 millions de rands. Les principaux acheteurs étaient les pays de la Communauté européenne et le Japon. Quatorzième producteur mondial d'acier, l'Afrique du Sud se heurte à un problème de surcapacité considérable et de faibles marges bénéficiaires des exportations. La part de la poudre de minerai de fer dans ses exportations totales s'est élevée à 1,3 % en 1986 et 1,2 % en 1987; celle du fer et de l'acier a atteint 5,2 % en 1986, avant de tomber à 3,9 % en 1987. Les principaux débouchés sont le Japon et la province chinoise de Taiwan 28/.

4. Mesures touchant les exportations vitales de l'Afrique du Sud

67. Dans bon nombre de pays, autrefois partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique du Sud, les exportations sud-africaines sont pour la plupart interdites. L'embargo décrété par les pays nordiques porte sur presque toutes les exportations en provenance de l'Afrique du Sud. Le Comprehensive Anti-Apartheid Act adopté par les Etats-Unis en 1986 couvre la plupart des exportations sud-africaines, à l'exception de certaines ressources minérales stratégiques. L'Accord du Commonwealth s'applique au charbon, au fer et à l'acier, à certaines ressources stratégiques et aux produits agricoles. Le Japon a interdit la plupart des importations d'uranium, de fer et d'acier - toutefois, le charbon n'est pas visé alors que plusieurs Etats de la Communauté économique européenne ont imposé un embargo total sur les importations de fer et de charbon. On trouvera ci-après une brève description des sanctions visant les principales exportations de l'Afrique du Sud.

a) Or

68. Depuis 1985, les pays suivants ont interdit les importations de krugerrands : l'Australie, l'Autriche, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, les pays nordiques et les pays de la Communauté économique européenne. Le Canada a découragé, sans toutefois les interdire, les importations de pièces d'or sud-africaines. Cette interdiction a été remarquablement efficace et la fabrication de krugerrand a pratiquement cessé.

69. Les interdictions frappant les exportations du lingot d'or posent, semble-t-il, davantage de problèmes. L'or joue un rôle clef dans la réglementation internationale des changes, tout en constituant une réserve à des fins spéculatives ou de thésaurisation. Les efforts visant à démonétiser l'or ont échoué.

Toutefois, des propositions en vue d'une interdiction des exportations d'or sud-africain continuent d'être présentées 29/. Il est bon de réaffirmer qu'une action concertée contre les exportations d'or en vrac aurait une incidence considérable sur l'économie sud-africaine.

b) Charbon

70. Aux termes du Comprehensive Anti-Apartheid Act, les importations de charbon vers les Etats-Unis sont interdites. En 1986, les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth - à l'exception du Royaume-Uni - sont convenus d'interdire les importations de charbon sud-africain et c'est ce qu'ont fait l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. En août 1988, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth a déclaré qu'un embargo sur les importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud devrait être une question prioritaire dans un nouveau programme international en faveur de sanctions plus rigoureuses et plus efficaces.

71. D'après certaines informations, au sein de la Communauté européenne, le Royaume-Uni et le Portugal se seraient opposés aux sanctions frappant le charbon et une décision en la matière a par conséquent été reportée à une date ultérieure. En 1985, le Gouvernement français a décidé unilatéralement de ne pas reconduire ses contrats d'achat de charbon sud-africain, et les livraisons ont cessé en 1987. Les entreprises semi-publiques britanniques, irlandaises et néerlandaises n'achètent pas de charbon sud-africain.

72. Confrontée à de telles mesures, l'Afrique du Sud s'est toutefois ménagée une grande marge de manoeuvre et a été en mesure de réorienter ses exportations de charbon vers d'autres marchés, principalement ceux d'Extrême-Orient, notamment le Japon. Les activités des sociétés transnationales sont un autre moyen pour l'Afrique du Sud de continuer à exporter du charbon.

c) Autres ressources minérales stratégiques

73. L'Australie, le Canada, la France et la Nouvelle-Zélande interdisent les importations de ressources minérales et de métaux communs sud-africains. L'embargo décrété par les pays nordiques permet quelques dérogations sous réserve d'une autorisation spéciale. Le Japon a interdit les importations d'uranium sud-africain. On ne sait pas exactement quelle quantité d'uranium sud-africain et namibien est traitée dans d'autres pays.

74. De même, le Comprehensive Anti-Apartheid Act des Etats-Unis interdit les importations d'uranium sud-africain. Toutefois, aux termes de cette loi, l'interdiction des importations en provenance d'entreprises semi-publiques sud-africaines ne s'applique pas aux minéraux stratégiques dont le Président a certifié qu'ils étaient indispensables pour l'économie ou la défense des Etats-Unis. Le Bureau des mines américain a indiqué que, pour six des 10 minéraux sud-africains bénéficiant de cette dérogation, il existe d'autres sources, et il a estimé que le coût cumulé sur cinq ans d'un embargo sur tous les minéraux sud-africains (à l'exception du platine, du rhodium, d'un type précis de diamant industriel et une certaine qualité d'amiante chrysotile) s'élèverait à 9,5 milliards de dollars 30/.

d) Produits agricoles

75. La loi américaine interdit les importations de produits agricoles et de sucre sud-africains. L'Irlande a également interdit de telles importations en 1986, et a habilité le Ministre de l'agriculture à déterminer l'origine de tels produits en cas de doute. Les pays du Commonwealth, à l'exception du Royaume-Uni, sont convenus d'une interdiction analogue en 1986. Les interdictions relativement courantes frappant les exportations agricoles en provenance d'Afrique du Sud ne portent généralement pas sur le vin.

76. Les exportations de produits agricoles bruts et transformés constituent l'un des domaines qui apparemment échappe le plus aux sanctions. Les chiffres relatifs au commerce agricole risquent donc de sous-estimer le volume réel des exportations. Il ressort du tableau 10 qu'en dépit de la perte quasi totale des marchés américain, canadien et suédois, le montant des recettes d'exportations de produits agricoles sud-africains pour 1987 était de 34 % supérieur à celui de la période 1983-1985 (et de 3 % supérieur dans le cas de la viande, du poisson et des produits laitiers), et que les importations en provenance d'Afrique du Sud ont augmenté de façon spectaculaire dans la province chinoise de Taïwan (285 %), en Italie (159 %), en France (144 %) et au Japon (135 %). Les sanctions ont fait perdre à l'Afrique du Sud le marché canadien pour le sucre, et les Etats-Unis ont transféré aux Philippines le contingent de 35 000 tonnes de sucre autrefois accordé à l'Afrique du Sud - soit une perte conjuguée de 16 % du volume total des exportations de sucre.

e) Autres produits manufacturés

77. Dans un certain nombre de pays, notamment les Etats-Unis, les pays de la Communauté économique européenne, le Japon et certains membres du Commonwealth, les importations de fer et d'acier sud-africains sont interdites. Toutefois la portée de ces mesures varie considérablement. L'interdiction américaine exclut les alliages ferreux ainsi que les conteneurs en fer et en acier. L'interdiction de la Communauté européenne porte uniquement sur les saumons et le moulage de fonte (y compris la ferraille), les barres, fils et tôles semi-ouvrés. L'Australie a interdit l'importation de fil de fer, tout comme l'ont fait le Canada et la Nouvelle-Zélande, mais leur interdiction porte également sur les tuyaux, conduits, réservoirs, tonnelets et cuves. L'interdiction imposée par Hong-kong exclut le minerai de fer mais porte sur les alliages ferreux, les fils de fer, les tuyaux et les conduits. En septembre 1987, Israël a décidé de maintenir à son niveau actuel le volume de ses importations de fer et d'acier.

78. Toutefois, comme l'indique le tableau 11, en dépit de ces mesures, tandis que le volume des exportations de minerai et de poudre de fer a chuté de 18 % en 1987 par rapport à leur niveau pour la période 1983-1985, les recettes d'exportation de l'Afrique du Sud ont augmenté de 12 % pour les alliages ferreux et de 26 % pour le fer et l'acier, les principaux acheteurs de fer et d'acier étant les pays d'Extrême-Orient et la Turquie. La Turquie, la province chinoise de Taïwan, l'Espagne et d'autres pays ont considérablement augmenté leurs achats d'alliages ferreux sud-africains.

79. Les Etats-Unis et le Canada ont également interdit l'importation de textiles sud-africains.

/...

B. Ressources financières et mouvement de capitaux étrangers

80. Les apports de capitaux étrangers ont revêtu une importance capitale pour l'économie sud-africaine. Jusqu'en 1988, les périodes de croissance économique avaient toujours été accompagnées, et en fait essentiellement stimulées, par des apports de capitaux étrangers qui ont non seulement permis de financer les déficits des opérations courantes mais également joué un rôle clef dans le financement des investissements intérieurs.

1. Mouvement de capitaux entre 1975 et 1985 : la marche vers la crise

81. Entre 1955 et 1975, les transactions extérieures du compte des opérations courantes étaient plus souvent déficitaires qu'excédentaires. Les déficits étaient couverts généralement par un solde positif du compte des opérations en capital. Les entrées nettes de capitaux au cours de cette période se sont chiffrées à plus de 3,9 milliards de rands, les investisseurs étrangers ayant profité des taux élevés de rendement des investissements en Afrique du Sud 31/. Celle-ci put ainsi financer le volume important d'importations indispensables à sa croissance grâce à des injections de capitaux étrangers, essentiellement sous forme d'investissements. Traduisant les taux élevés de rendement des capitaux investis en Afrique du Sud au cours des années 60, les investissements étrangers directs qui étaient de 4,2 milliards de rands en 1970 représentaient 53 % du montant total des engagements étrangers 32/.

82. Les choses ont commencé à changer dans les années 70. Une baisse du rendement des investissements et surtout l'instabilité politique croissante qui a conduit au soulèvement de Soweto en 1976 ont provoqué une sortie nette de capitaux de plus de 6,1 milliards de rands au cours de la période 1977-1980. Si le volume total des capitaux étrangers investis en Afrique du Sud a augmenté, passant de 7,5 milliards de rands en 1975 à 12,3 milliards en 1980, 80 % de cet accroissement a été financé par le réinvestissement de bénéfices. Les investissements indirects, en particulier les prêts étrangers, sont devenus la principale forme d'apports de capitaux, représentant 52 % des engagements étrangers de l'Afrique du Sud en 1980 et 66 % en 1985.

83. Exprimés en monnaie locale, les investissements étrangers directs ont plus que doublé au cours de la période 1980-1985, passant de 12,3 milliards à 27,9 milliards de rands. Cependant, une bonne partie de cet accroissement est due à la dépréciation rapide du rand qui a perdu presque la moitié de sa valeur au cours de cette période. Les faibles accroissements en valeur réelle des investissements étrangers provenaient presque exclusivement du réinvestissement de bénéfices.

84. Les engagements étrangers en Afrique du Sud au début des années 80 ont été essentiellement caractérisés par une augmentation spectaculaire des emprunts des secteurs public et privé qui s'est traduite par une entrée nette de capitaux de plus de 5 milliards de rands au cours de la période 1981-1984. Cependant les déficits considérables du compte des opérations courantes au cours de la même période ont entraîné une diminution nette des réserves étrangères (voir tableau 12). Par ailleurs, une part croissante de ces emprunts était sous forme de prêts à court terme d'un an ou moins. En 1984, les prêts à court terme

/...

représentaient 42 % du total des engagements étrangers (contre 19 % en 1980). Les paiements au titre du service de la dette ont doublé entre 1980 et 1985 et, comme l'a montré la crise financière de juillet-septembre 1985, vu la proportion élevée des engagements à court terme, le pays connaissait de graves difficultés lorsque les banques créancières exigeaient le remboursement de leurs prêts.

85. Même avant les changements spectaculaires intervenus au cours de la période 1985-1986, l'économie sud-africaine s'essouffait et sa structure l'avait rendue vulnérable. Au milieu des années 70, l'Afrique du Sud avait atteint les limites de la croissance économique fondée sur le remplacement des importations. Son incapacité à produire ses propres biens d'équipement et les techniques dont elle a besoin, d'une part, et à financer le coût de ses importations indispensables pour ses exportations, d'autre part a rendu le pays hautement tributaire d'apports massifs de capitaux étrangers. Dans les années 60 et au début des années 70, périodes pendant laquelle le rendement des capitaux investis était élevé, il n'était pas difficile d'obtenir ces capitaux. En revanche, au cours de la période 1975-1985, l'instabilité politique croissante qui régnait dans le pays a rendu les investisseurs beaucoup plus prudents, les faisant hésiter à prendre des engagements à long terme en Afrique du Sud, ce qui n'a fait qu'exacerber les pressions exercées sur l'économie.

2. "Sanctions du marché" et accès aux capitaux étrangers

86. En juillet 1985, le Gouvernement sud-africain a déclaré pour la première fois l'état d'urgence. Les banques transnationales ont refusé de reconduire les prêts à court terme de 10 milliards de dollars qui devaient arriver à échéance en septembre 1985. Cette mesure a été suivie par le moratoire décrété par l'Afrique du Sud sur le remboursement des prêts et par une vague de désinvestissements par les sociétés transnationales au cours de la période 1986-1988. L'impact économique de ces changements a renforcé un processus déjà en cours depuis 1985, à savoir le "désinvestissement interne" par les sociétés sud-africaines qui ont remplacé leurs investissements dans le pays par des investissements à l'étranger. Ces processus, connus sous l'appellation collective de "sanctions du marché", ont eu une incidence importante sur l'économie sud-africaine déjà mal en point.

a) Emprunts et crédits commerciaux

i) Accès aux capitaux d'emprunt

87. A la suite du moratoire sur le remboursement des prêts décrété par l'Afrique du Sud en 1985, des négociations complexes engagées entre les grandes banques et l'Afrique du Sud ont débouché sur l'Accord Leutwiler de 1986 et l'Accord Stals de 1987 ^{28/}. Aux termes de l'Accord Stals, 14 milliards de dollars de la dette étrangère de l'Afrique du Sud ont été gelés sans paiement d'intérêts jusqu'en 1990. Un total de 13 % du principal devait être remboursé au cours de la période de gel, selon un calendrier établi. L'accord prévoyait également des options de "sortie" pour la conversion de la dette couverte par l'accord : soit sa transformation en dette à long terme (10 ans) à un taux d'intérêt de 1 % supérieur à celui en vigueur avant le moratoire, soit la conversion des créances en investissements en Afrique du Sud, les fonds ne pouvant être rapatriés qu'au taux du rand décoté pour les opérations financières.

88. Aux termes de l'Accord Stals, le paiement total du principal couvert ou non par l'accord s'élève de juin 1987 à juin 1990 à environ 8 milliards de dollars. Cet accord expirera en 1990 et il était initialement prévu que sur un encours de 21 milliards de dollars, l'Afrique du Sud rembourse 11 milliards de dollars à environ 400 banques commerciales étrangères. Le montant dû aux banques a maintenant été ramené à 7 milliards de dollars environ, soit une diminution de l'ordre de 4 milliards de dollars, certaines banques ayant choisi de se prévaloir des "options de sortie". D'après des informations, 3,5 milliards de dollars de prêts gelés ont été, en janvier 1989, transformés en prêts à long terme et 500 millions de dollars ont été convertis en prises de participation 33/. En outre, 1,8 milliard de dollars sur le montant non couvert par l'accord doivent être payés aux détenteurs d'obligations sud-africaines en 1990. Un montant supplémentaire de 2 milliards de dollars sur la partie non couverte est exigible en 1991.

89. La capacité d'emprunt de l'Afrique du Sud sur les marchés internationaux de capitaux depuis 1985 a été qualifiée de "très limitée" bien qu'il ait été indiqué dans un rapport du General Accounting Office des Etats-Unis en septembre 1988 que le climat serait peut-être en train de s'améliorer en ce qui concerne l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud 30/. Les apports de capitaux ont été limités pour la plupart à des crédits commerciaux et connexes accordés essentiellement par des organismes publics de financement du commerce. Des organismes de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ont été à l'origine de plus de 90 % des crédits garantis par l'Etat, lesquels ont augmenté de près d'un milliard de dollars, passant à 8,4 milliards de dollars en 1986 pour retomber juste en dessous de 8 milliards en 1987. D'autres crédits obtenus par l'Afrique du Sud après la période de gel comprenaient notamment de nouveaux crédits à moyen et à long terme octroyés aux secteurs public et privé par des créanciers dont les avoirs sud-africains n'étaient pas gelés.

90. La dette de l'Afrique du Sud en 1986 était détenue par quatre types de créanciers : banques transnationales étrangères, fournisseurs et organismes publics de crédits commerciaux étrangers (crédits non bancaires), Fonds monétaire international (FMI) et détenteurs d'obligations étrangers. Le tirage de 1 milliard de dollars du FMI en 1982 a été remboursé en 1987. Les banques transnationales détenaient environ les trois quarts (16 867 milliards de dollars) de l'encours de la dette en décembre 1987 (22 616 milliards de dollars), le solde revenant aux détenteurs d'obligations (3,7 milliards de dollars) et aux créanciers autres que les banques (2,1 milliards de dollars) 21/.

91. Plus de 90 % de la dette sud-africaine contractée auprès de banques transnationales l'ont été auprès de banques des pays suivants, classés en fonction de l'importance de leurs engagements : Royaume-Uni, Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Suisse et Japon (voir tableau 13).

i) Accès aux crédits commerciaux

92. L'accroissement du volume des crédits à l'exportation depuis le milieu de 1986 a joué un rôle vital pour l'Afrique du Sud. Les crédits sont constitués notamment de crédits publics à l'exportation et d'une aide hors-bilan à l'Afrique du Sud, telle celle apportée par des banques suisses sous forme de swaps or et de prêts or.

/...

93. Pour financer ses exportations de produits primaires, l'Afrique du Sud n'a besoin que de crédits à court terme; par contre, les crédits nécessaires à l'exportation de biens d'équipement et d'autres produits vers l'Afrique du Sud doivent, d'une manière générale, être à moyen et à long terme. La tendance récente consistant à accorder un crédit commercial au fournisseur plutôt qu'à l'acheteur présente le double avantage, du point de vue de la banque créancière, de transférer le risque de l'Afrique du Sud sur l'exportateur intérieur (auquel l'acheteur sud-africain effectue des paiements) et de réduire les prêts directs de la banque à l'Afrique du Sud.

94. Les crédits commerciaux jouent un rôle déterminant dans la stratégie provisoire de survie de l'Afrique du Sud. Ce pays a besoin de 4 à 7 milliards de dollars pour financer son commerce, alors que les avoirs de la Banque de réserve et de l'ensemble du système bancaire en 1987 ne se chiffraient qu'à 4 milliards 660 millions de dollars au total, dont la plupart étaient inaccessibles comme source immédiate de devises 13/. Des crédits à l'exportation peuvent toujours être obtenus auprès de tous les principaux partenaires commerciaux. Si les Etats-Unis ont mis fin aux garanties publiques, les crédits commerciaux accordés par le secteur privé sont encore autorisés. Jusqu'à 30 % du commerce de l'Afrique du Sud est actuellement soutenu par des gouvernements étrangers, par l'intermédiaire de leurs organismes publics de crédit à l'exportation. Les crédits commerciaux à court terme peuvent parfois être reconduits pour des périodes allant de cinq à sept ans 34/.

95. Les crédits commerciaux ont, de toute évidence, constitué pour l'Afrique du Sud un filet de sécurité à partir de 1986 et ont, depuis lors, joué un rôle crucial dans la survie financière de ce pays. Cependant, ils sont moins pratiques que les prêts et les émissions d'obligations traditionnels et ne sont guère qu'un palliatif. Pour avoir de nouveau accès aux marchés de capitaux ordinaires, l'Afrique du Sud devra respecter le calendrier de remboursements établi de l'Accord Stals. C'était là l'un des principaux facteurs ayant incité le Gouvernement sud-africain à adopter une politique économique déflationniste qui apparaît dans le budget de 1989-1990. Il semble que les efforts faits par le Gouvernement pour avoir davantage accès aux marchés internationaux de capitaux ont quelque peu porté leurs fruits. Vers la fin de 1988, un consortium de banques suisses a accepté d'octroyer à l'Afrique du Sud un prêt de 55 millions de francs suisses sur 10 ans. Par ailleurs, le choix par certaines banques des options de sorties dans le cadre des accords de 1987 a réduit d'environ 7 millions de dollars le montant couvert par ces accords, exigible au mois de juin 1990. Néanmoins, ce montant, même réduit, représente à peu près la moitié des recettes d'exportation de l'Afrique du Sud.

96. Les renégociations entamées en 1989 sur la fin du gel en 1990 interviennent à un moment où l'Afrique du Sud est soumise à de fortes pressions financières du fait de l'accroissement spectaculaire des importations de 1988, de l'effondrement des cours de l'or et de la chute des réserves d'or et de devises à des niveaux extrêmement bas. Le processus de renégociation est un point extrêmement sensible pour l'Afrique du Sud.

b) Sanctions gouvernementales

i) Prêts et crédits

97. Les pays nordiques ont adopté des législations interdisant l'octroi de prêts et de crédits au Gouvernement sud-africain ou à des institutions et particuliers sud-africains.

98. Les mesures adoptées par le Commonwealth en 1985 et 1986 portent notamment sur l'octroi de nouveaux prêts au Gouvernement sud-africain et à des emprunteurs publics ou privés d'Afrique du Sud. Le Royaume-Uni n'a pas accepté cette recommandation, qui avait déjà été mise en oeuvre par l'Australie. Le Canada a interdit les prêts au Gouvernement sud-africain et a demandé aux banques canadiennes de s'abstenir volontairement d'accorder de nouveaux prêts à l'Afrique du Sud. Cette mesure a récemment été complétée par une recommandation tendant à ne pas accroître les crédits commerciaux consentis à l'Afrique du Sud.

99. Au cours d'une réunion tenue en août 1988, le Comité des ministres des affaires étrangères des pays du Commonwealth pour l'Afrique australe a examiné un rapport sur les relations de l'Afrique du Sud avec le système financier international. Il a décidé de prendre des sanctions financières contre l'Afrique du Sud et de demander aux institutions financières de leurs territoires de ne pas accorder de nouveaux crédits commerciaux à l'Afrique du Sud, et aux banques de leurs pays respectifs d'insister pour que le rééchelonnement de la dette sud-africaine ne porte pas sur une période supérieure à un an, de demander instamment à tous les pays d'interdire aux organismes publics de crédit à l'exportation d'assurer les prêts à l'Afrique du Sud et de redoubler d'efforts en vue de restreindre l'octroi de nouveaux prêts à l'Afrique du Sud.

100. La Communauté européenne a adopté pour les nouveaux investissements un embargo sur les prêts à long terme (plus de cinq ans). En 1974, le Japon a interdit les prêts à l'Afrique du Sud, mais cette mesure a été interprétée comme une décision d'abstention volontaire. Le Gouvernement japonais a récemment lancé un appel à ses banques nationales pour qu'elles cessent d'octroyer des prêts au Gouvernement sud-africain,

101. Le Comprehensive Anti-Apartheid Act des Etats-Unis de 1986 interdit les prêts au Gouvernement sud-africain ou à ses organismes, à l'exception de certains prêts destinés à financer des activités éducatives ou humanitaires. Elle interdit également tout nouveau prêt au secteur privé, mais ne couvre pas, par exemple, la conversion de prêts à court terme actuels en dettes à long terme. En vertu de cette loi, il est interdit aux ressortissants des Etats-Unis de prêter de l'argent à des créanciers sud-africains. Cette disposition ne s'applique pas aux crédits à court terme.

102. En 1987, le Gouvernement israélien a interdit l'octroi de prêts publics à l'Afrique du Sud.

/...

ii) Restrictions frappant le financement des exportations et des importations ainsi que la promotion du commerce par des organismes publics

103. Bien que les interdictions frappant les nouveaux investissements et prêts aient pour la plupart épargné les crédits commerciaux à court terme, un certain nombre de mesures ont été prises en vue de restreindre le financement ou la promotion du commerce avec l'Afrique du Sud.

104. Le Comprehensive Anti-Apartheid Act des Etats-Unis interdit l'utilisation de fonds publics pour soutenir le commerce avec l'Afrique du Sud. En 1985, le Commonwealth a recommandé d'interdire l'utilisation de fonds publics pour promouvoir les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud. Le Canada a exclu les transactions avec l'Afrique du Sud du programme gouvernemental d'assurance des exportations, et l'Australie a supprimé toutes les facilités accordées au commerce avec l'Afrique du Sud.

105. Un certain nombre de gouvernements ont interdit les activités de promotion du commerce avec l'Afrique du Sud, même s'ils n'ont pas imposé d'embargo commercial. Ces mesures portent notamment sur l'exclusion des exposants sud-africains des foires commerciales et sur les restrictions aux voyages en Afrique du Sud, telles que celles imposées par le Japon en 1986 et 1987. Le Pérou, par exemple, a créé un bureau chargé de recommander d'autres partenaires commerciaux aux importateurs et exportateurs de produits sud-africains.

iii) Conventions de double imposition et comptes bancaires

106. En 1986, les pays du Commonwealth, à l'exception du Royaume-Uni, ont interdit la conclusion de conventions de double imposition. Le Canada a abrogé sa convention avec l'Afrique du Sud en 1986. Le Rangel Amendment de 1987 supprime les crédits d'impôts pour les impôts payés à l'Afrique du Sud par des sociétés imposables aux Etats-Unis ou leurs filiales. Les Etats-Unis interdisent également au Gouvernement sud-africain ou à ses organismes d'avoir des comptes bancaires aux Etats-Unis si ce n'est à des fins diplomatiques ou consulaires. Le Président des Etats-Unis pourra également recommander d'interdire les comptes de ressortissants sud-africains dans les banques américaines.

c) Capitaux permanents

i) Désinvestissement

107. Il a été établi qu'au moins 299 sociétés transnationales étrangères avaient retiré leurs investissements d'Afrique du Sud entre janvier 1984 et avril 1989, ce qui laisse encore plus de 600 sociétés étrangères ayant des investissements directs dans ce pays. Sur ce total, plus des deux tiers sont des sociétés ressortissantes des trois pays suivants : Royaume-Uni (195), Etats-Unis (150) et République fédérale d'Allemagne (137). Les autres pays qui ont encore des investissements directs sont la Suisse (29 sociétés), la France (24), les Pays-Bas (14), l'Australie (12), l'Italie (8) et la Suède (6). On ne dispose pas encore de chiffres fiables et récents sur le volume total des investissements étrangers directs en 1988, cependant la perte d'investissements directs, due au retrait de 40 % des sociétés étrangères, a fort bien pu être largement compensée par le réinvestissement des bénéfices des 600 sociétés qui sont restées 30/.

108. Sur les 299 sociétés qui ont procédé au désinvestissement, 155 avaient leur siège aux Etats-Unis 10/. Ces sociétés représentaient plus de 40 % du total des opérations étrangères en Afrique du Sud et 60 % des engagements américains. Les retraits ont atteint leur niveau record en 1987 pour chuter en 1988. Au cours du premier semestre de 1989, trois sociétés américaines seulement se sont retirées et 10 autres ont annoncé leur intention de le faire.

109. Les sociétés des trois pays détenant les avoirs les plus importants en Afrique du Sud en 1984 se sont retirées à des rythmes différents. Ainsi, 52 % des désinvestissements étaient le fait de sociétés américaines, qui ne représentaient pourtant que 38 % des sociétés étrangères ayant des investissements directs en Afrique du Sud. En revanche, les sociétés britanniques, qui représentaient 34 % des sociétés étrangères en 1984, n'ont compté que pour 19 % des désinvestissements, les chiffres pour la République fédérale d'Allemagne étant respectivement de 13 % et 6 %.

110. Le désinvestissement s'est concentré dans les secteurs économiques qui ont été les plus durement touchés par la récession du début des années 80 ou qui étaient soumis à des pressions pour qu'ils se restructurent, comme l'industrie automobile. Exception faite de Mobil Oil Corporation, qui s'est retirée en 1989, les secteurs hautement rentables, comme l'industrie pétrolière, n'ont guère été touchés par le désinvestissement. La baisse globale des taux de rendement semble également avoir été un facteur déterminant dans la décision des sociétés américaines et britanniques de se retirer. Ainsi, les bénéfices nets réalisés en Afrique du Sud par les sociétés britanniques ont diminué de 19 % entre 1984 et 1986 tandis que dans le reste du monde, ils augmentaient de 96 % 5/. Dans le cas des sociétés américaines, la menace ou l'application effective de mesures de boycottage par les consommateurs, les villes et les Etats à l'encontre de sociétés opérant en Afrique du Sud, et ultérieurement l'adoption de l'amendement Rangel, qui mettait fin aux crédits d'impôt au titre de la double imposition, semblent avoir joué un rôle prépondérant. Au Royaume-Uni, le boycottage par les consommateurs a été un facteur déterminant dans la décision de deux banques transnationales de se retirer d'Afrique du Sud.

111. Cependant, bien que 40 % des sociétés étrangères se soient retirées et que les investissements directs en capital fixe en Afrique du Sud aient diminué, plus de 38 % des sociétés ayant désinvesti et plus de 50 % des sociétés américaines, ont conservé des liens autres qu'une participation au capital social. Ces chiffres sont sans doute sous-estimés, étant donné que le statut de près d'un quart des sociétés ayant désinvesti est inconnu (voir tableau 14). Les liens autres que la participation au capital peuvent prendre la forme d'accords de licence, d'exploitation de marques de fabrique ou de franchisage, de contrats de distribution, d'accords de gestion ou d'assistance technique, lesquels peuvent être mis en oeuvre grâce à divers mécanismes de désinvestissement tels que : a) la fermeture de l'opération locale; b) la vente à une autre société; c) la vente à des gestionnaires locaux dans le cadre d'un contrat de rachat de l'entreprise par les salariés (empruntant les fonds de l'entreprise qui "désinvestit"); d) le transfert des avoirs de l'opération locale à un fonds d'affectation spéciale; et e) le transfert de l'opération dans un pays voisin. Une étude de 277 sociétés ayant retiré leurs investissements par l'Investor Responsibility Research Center, Inc., a montré que les solutions les plus fréquemment retenues étaient la solution b) suivie de la solution c) 10/.

/...

112. Le maintien de liens autres que des prises de participation permet aux sociétés qui désinvestissent de continuer à réaliser des bénéfices en Afrique du Sud, sans avoir à subir les conséquences politiques de l'investissement direct. Ces arrangements comportent souvent des contrats de fournitures qui garantissent aux anciennes sociétés mères l'accès aux marchés d'exportation pour leurs pièces détachées et leurs produits finis; ce faisant, elles peuvent conserver une part de leur marché mondial qui risquerait d'être perdu à jamais dans le cas d'un retrait total. Dans certains cas, cela peut même ouvrir certaines parties du marché sud-africain jusque-là fermées en raison des codes de conduite imposés aux sociétés, ou de l'embargo sur les livraisons d'armes.

113. Toutefois, la conséquence de loin la plus importante du maintien de liens sans prise de participation est qu'il permet un transfert continu de technologie vers l'économie sud-africaine. Etant donné que les nouveaux propriétaires sud-africains sont entièrement tributaires de leurs sociétés mères "disparues" pour les marques de fabrique, l'apport régulier de technologies indispensables, de pièces détachées et d'une assistance sur le plan technique et en matière de gestion, de tels liens permettent à la société qui désinvestit de conserver une influence et un contrôle réels considérables sur ces opérations "sud-africaines". De plus, dans bien des cas, les contrats de vente comportent une clause permettant à la société mère de racheter ses actions en Afrique du Sud sur demande, ce qui a conduit certains analystes à déclarer que ces sociétés procédaient à "une restructuration de leurs relations avec l'Afrique du Sud plutôt qu'à un désinvestissement" 34/.

114. Le désinvestissement ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur le transfert de techniques à destination de l'Afrique du Sud. Les sociétés sud-africaines peuvent toujours se procurer pratiquement sans restriction auprès des sociétés transnationales les produits, les pièces détachées et les techniques dont elles ont besoin pour poursuivre leurs opérations. Si le désinvestissement ne semble pas non plus avoir provoqué la détérioration rapide de la balance des opérations en capital que d'aucuns avaient escomptée, la tendance générale à réduire le montant des investissements étrangers directs dans l'économie sud-africaine a néanmoins à long terme des conséquences négatives.

115. Tout d'abord, ces désinvestissements ont accentué la très forte concentration de la propriété dans l'économie sud-africaine. Les quatre plus gros conglomérats sud-africains se sont empressés d'acheter les filiales locales des sociétés internationales de premier ordre, utilisant pour ce faire des capitaux qui sans cela auraient pu être investis dans des activités génératrices de croissance économique. A terme, le non-investissement de ces capitaux réduit obligatoirement l'assiette fiscale du pays, ce qui conduit au deuxième effet du désinvestissement. L'Afrique du Sud étant désormais obligée de compter sur son épargne intérieure, et non plus sur les apports de capitaux étrangers pour financer ses investissements, le Gouvernement a lancé un grand programme de privatisation du secteur public qui est important en Afrique du Sud. Cette opération permettra entre autres au Gouvernement d'obtenir de l'argent frais. Le programme prévu se concentrera sur les transports, l'électricité, les services postaux, la sidérurgie et les opérations d'extraction de pétrole à partir du charbon et d'exploitation du phosphate. Enfin, la vague de désinvestissement en 1986-1987 a profondément ébranlé à court et moyen terme la confiance des milieux d'affaires sud-africains.

Si l'on prend 1983 pour base 100, l'indice de confiance des milieux d'affaires, publié par l'Association des chambres de commerce, était tombé à 78,6 % en mai 1986 35/. Bien que la confiance ait été quelque peu rétablie lorsqu'il est apparu que le désinvestissement n'entraînait pas ipso facto la fermeture de l'accès aux technologies occidentales, les coûts à moyen et long terme du désinvestissement ne sont pas niés.

116. Il faut aussi noter que des tierces parties semblent prêtes à occuper la place qu'ont laissée les sociétés qui se retirent. La levée par la province chinoise de Taiwan des restrictions qu'elle avait imposées sur les investissements à l'étranger et la signature de conventions fiscales préférentielles avec l'Afrique du Sud, ont facilité l'entrée des capitaux et des techniques de pointe (notamment des ordinateurs) taiwanais en Afrique du Sud.

ii) "Désinvestissement interne" : exportation de capitaux sud-africains

117. Au cours des années 60 et 70, plusieurs grandes sociétés sud-africaines ont commencé à acquérir d'importants avoirs à l'étranger. Cette fuite de capitaux locaux s'est continuellement accrue entre 1983 et 1985 lorsque le contrôle des changes a été temporairement aboli. Exprimés en rands, les investissements directs sud-africains à l'étranger ont plus que doublé au cours de cette période, atteignant 16,6 millions de rands, et le total des avoirs étrangers a augmenté de 76 % pour s'établir à 30 milliards de rands. Cependant si l'on corrige ces chiffres pour tenir compte de la dépréciation du rand (et donc de la valeur plus forte des avoirs étrangers exprimés en rands) durant ces années-là, l'accroissement réel des investissements directs sud-africains à l'étranger n'est que de 30 % et l'augmentation des avoirs étrangers est marginale 36/. Plus de 90 % de ces avoirs se répartissent entre l'Afrique, les Amériques (plus d'un tiers chacune) et la Communauté européenne (près d'un quart).

118. Depuis le rétablissement du contrôle des changes en 1985, les sorties de capitaux sont de nouveau très strictement contrôlées par la Banque de réserve d'Afrique du Sud qui peut cependant accorder des dérogations notamment lorsqu'il s'agit de développer des marchés d'exportation sud-africains. La grave crise économique et politique que connaît l'Afrique du Sud depuis le milieu des années 80 a conduit les grosses sociétés sud-africaines à rechercher des investissements plus sûrs hors du pays.

119. Ce "désinvestissement interne" traduit l'inquiétude des grandes sociétés sud-africaines quant à l'avenir économique du pays. Dans le contexte de la vague de désinvestissement des investisseurs étrangers entre 1984 et 1987 et vu les difficultés créées par les efforts faits pour respecter le calendrier des échéances, ces désinvestissements internes ont rendu plus difficile encore l'expansion de la capacité productive de l'économie sud-africaine. Qui plus est, outre leur impact sur l'économie du pays, les désinvestissements internes sont eux aussi très sensibles aux pressions extérieures. Dans plusieurs pays, les consommateurs ont commencé à exercer des pressions de plus en plus fortes sur les sociétés sud-africaines opérant à l'étranger. Ainsi, au Canada, un boycottage des consommateurs, qui a duré trois ans, a contraint une société sud-africaine à rendre la part qu'elle détenait dans une importante brasserie à une entreprise australienne.

d) Sanctions frappant les investissements en Afrique du Sud

i) Investissements directs

120. En 1969, le Japon a totalement interdit tout investissement en Afrique du Sud. Cependant, les accords de licence sont autorisés et les produits d'origine japonaise (incorporant des techniques japonaises) sont prépondérants sur le marché dans de nombreux secteurs, notamment l'automobile et l'électroménager. Aucun autre pays n'a imposé d'interdiction sur les investissements directs, et les transferts de technologie par le biais d'investissements étrangers directs se poursuivent librement.

121. Plusieurs pays ont interdit les nouveaux investissements en Afrique du Sud. Les pays nordiques ont quant à eux interdit les transferts de technologie dans le cadre de la location de biens d'équipement. Lors de la réunion des pays du Commonwealth en 1986, il a été décidé d'interdire tout nouvel investissement et c'était à chaque Etat membre qu'il appartenait d'appliquer cette mesure. Le Canada et l'Australie ont interdit les nouveaux investissements en Afrique du Sud tandis que le Gouvernement britannique instaurait une "interdiction facultative". L'interdiction de nouveaux investissements en Afrique du Sud, décrétée par la Communauté européenne, visait non seulement les achats mais également l'augmentation des participations dans les opérations existantes ou les prêts de moins de cinq ans 37/. Dans ce cas également, l'application de cette mesure était laissée à la charge des Etats membres. C'est ainsi que la France a suspendu tous nouveaux investissements en les soumettant à l'obtention d'autorisations gouvernementales; l'Italie et l'Espagne ont adopté en 1987 une loi leur permettant d'appliquer cette interdiction; le Gouvernement irlandais a donné ordre à sa Banque centrale de refuser de délivrer les autorisations requises pour investir en Afrique du Sud et le Gouvernement britannique a recommandé le respect de l'interdiction tandis que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'efforce de convaincre les sociétés relevant de sa juridiction de ne pas investir en Afrique du Sud; le Danemark, pour sa part, avait déjà interdit les nouveaux investissements en 1985. Aux Etats-Unis, le Comprehensive Anti-Apartheid Act de 1986 contient une disposition interdisant les nouveaux investissements; l'Autriche les a interdits en 1986, et en 1987 Israël s'est aligné sur l'interdiction promulguée par la Communauté européenne, mais a accordé des dérogations lorsque celles-ci sont acceptées par les ministères des affaires étrangères et du commerce et la Banque centrale.

122. La plupart des interdictions frappant les nouveaux investissements n'affectent ni les investissements en cours ni le réinvestissement des bénéfices. Elles ne couvrent que les investissements supplémentaires sous forme de nouveaux transferts de capitaux ou l'expansion dans de nouvelles activités. Les mécanismes utilisés pour leur adoption varient considérablement d'un pays à l'autre : loi adoptée par le parlement ou le congrès (Danemark, Etats-Unis, Suède), décret royal (Espagne), décision gouvernementale (Japon) ou instruction ministérielle (Irlande) et sont mis en place et contrôlés par des départements et organismes également très divers 38/.

123. On ne dispose d'aucun chiffre fiable concernant le volume total des investissements directs étrangers en Afrique du Sud; cependant, la plupart des interdictions ne s'appliquant pas aux réinvestissements, elles n'ont probablement pas réduit considérablement le montant total des investissements directs en Afrique du Sud. Les 150 sociétés américaines qui sont toujours présentes en Afrique du Sud ont accru, par le réinvestissement de leurs bénéfices, le total des investissements directs américains en Afrique du Sud de 4 % entre 1984 et 1987. Les données sur le réinvestissement des bénéfices par des sociétés ayant leur siège dans d'autres pays sont incomplètes 5/.

ii) Investissements indirects

124. La Suède a interdit les investissements indirects en Afrique du Sud en 1985. Aux Etats-Unis, le Comprehensive Anti-Apartheid Act de 1986 interdit les nouvelles émissions d'actions ou d'obligations sud-africaines sur le territoire américain et empêche les filiales de sociétés financières américaines de garantir les nouvelles émissions d'actions ou d'obligations des sociétés sud-africaines. Dans les pays occidentaux, il n'existe aucune interdiction expresse concernant la cotation ou l'achat et la vente d'actions de sociétés sud-africaines.

C. Autres services

1. Transports

125. L'Afrique du Sud dépend également beaucoup de l'extérieur pour ce qui est des transports maritimes et aériens. Quelque 90 % de son commerce extérieur est maritime. En 1984, l'ensemble du commerce maritime de ce pays s'élevait à environ 2,8 milliards de rands 4/.

126. Dans les années 60, un nombre important de pays africains ont interdit aux avions sud-africains d'atterrir sur leur territoire ou de le survoler. Les pays nordiques, ainsi que le Canada, les Etats-Unis et le Japon, ont maintenant également interdit toute liaison directe avec l'Afrique du Sud. Le Danemark et la Norvège ont étendu cette mesure aux transports maritimes en ce qui concerne les armes et le pétrole et la Suède a demandé à ses affréteurs d'éviter les ports sud-africains. Le Brésil interdit l'utilisation de son territoire pour l'expédition ou le transit de produits venant d'Afrique du Sud. En 1987, le Gouvernement israélien a décidé d'empêcher le transit par son territoire des marchandises destinées à l'Afrique du Sud.

127. Bien que la South African Airways ait conclu des accords avec les transporteurs de 22 pays européens, africains et latino-américains, les exportations du pays, notamment celles de denrées périssables, sont menacées par une pénurie chronique de moyens de transport aérien. La récente décision des transporteurs aériens scandinaves et espagnols de ne plus offrir leurs services et d'annuler les quatre vols hebdomadaires de la South African Airways vers les Etats-Unis a aggravé les difficultés que connaît l'Afrique du Sud pour exporter ses denrées périssables.

2. Tourisme

128. La promotion du tourisme vers l'Afrique du Sud a cessé dans de nombreux pays. Les pays du Commonwealth, à l'exception du Royaume-Uni, ont notamment pris des mesures à cet égard en 1986. Le Canada a interdit toute promotion officielle du tourisme vers l'Afrique du Sud et a demandé aux organismes de tourisme privés de s'abstenir volontairement de promouvoir le tourisme en Afrique du Sud. L'Anti-Apartheid Act adopté par les Etats-Unis en 1986 interdit l'utilisation des fonds publics pour promouvoir le tourisme en Afrique du Sud et Israël a empêché ses organes officiels de promouvoir activement le tourisme dans ce pays. En Norvège, arranger ou proposer des voyages organisés en Afrique du Sud est devenu une infraction passible d'une sanction. Le Japon a décidé, en 1986, de restreindre volontairement le tourisme vers l'Afrique du Sud.

3. Prestation de services

129. On a déjà vu que le manque de gestionnaires, de spécialistes et de techniciens en Afrique du Sud rendait le pays fortement tributaire des ressortissants étrangers auxquels il devait faire appel pour faire face à ses besoins en personnel et compenser l'exode continu de personnel qualifié. Parmi les mesures restrictives adoptées dans ce domaine figure une loi norvégienne de 1987 interdisant à toute personne domiciliée en Norvège de fournir à des fins commerciales quelque service que ce soit au Gouvernement sud-africain ou à un ressortissant d'Afrique du Sud. La décision prise en 1978 par le Danemark d'interdire toute assistance dans le domaine des armes nucléaires semble être la seule mesure explicite interdisant toute prestation de services à l'Afrique du Sud en dehors du territoire sud-africain. Les mesures prises par les Etats-Unis contiennent des dispositions qui peuvent être interprétées comme une interdiction de ce type mais aucun procès n'a encore permis de le vérifier.

IV. PORTEE, APPLICATION ET IMPACT DES MESURES RESTRICTIVES

130. Une gamme assez étendue de mesures officielles a été prise contre l'Afrique du Sud. Cependant, les objectifs, la méthode, le contenu, la portée, la mise en oeuvre et l'impact de ces mesures varient largement, même parmi les pays ayant adopté une série de mesures similaires.

131. Même si un certain nombre d'Etats ont adopté des mesures restrictives contre l'Afrique du Sud afin d'amener leur gouvernement à abandonner ses politiques d'apartheid, nombre de ces mesures ont eu une portée limitée et n'ont guère été appliquées. En outre, certaines des mesures les plus ambitieuses ont été appliquées par des Etats dont les liens économiques avec l'Afrique du Sud avaient été relativement peu importants et n'ont par conséquent pas eu de véritables incidences sur l'économie sud-africaine. Certains des grands partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud ont par contre adopté des mesures plus limitées, sans guère se préoccuper de les coordonner.

132. Qui plus est, la portée d'une mesure ou d'une série de mesures a parfois été limitée par le mode d'application retenu. Dans certains pays, les sanctions ont été imposées par texte législatif, dans d'autres par décret et dans d'autres encore par une décision administrative n'ayant pas force obligatoire. L'application de

/...

ces mesures a souvent été confiée dans les faits à des organes ayant déjà d'autres responsabilités. Dans le cas des sanctions collectives, leurs effets ont souvent été limités par la façon très diverse dont les pays les interprétaient, les définissaient et les appliquaient.

133. Le contrôle du respect des sanctions et l'application de leurs dispositions aux citoyens de l'Etat qui les impose constituent un problème. Lorsque les sanctions ne sont pas imposées par texte législatif ou autre mécanisme ayant force obligatoire, le respect des sanctions peut soulever des difficultés; les "interdictions volontaires" ne sont pas toujours observées. En outre, l'application de mesures restrictives est souvent rendue difficile par le nombre d'organismes, de départements et de services chargés du contrôle. Certaines mesures peuvent provoquer des différends bilatéraux ou des litiges transfrontaliers sur la question de l'exploitation des sanctions par des tiers. L'Anti-Apartheid Act adopté par les Etats-Unis en 1986 contient de nombreuses dispositions contre ce type d'exploitation et donne aux nationaux américains qui ont été financièrement pénalisés par les sanctions le droit de se retourner contre les pays étrangers qui bénéficient ou, de façon générale, tirent un avantage commercial des restrictions imposées par la loi aux ressortissants des Etats-Unis. Même si la question de la non-application des sanctions ne rentre pas dans le cadre du présent rapport, la communauté internationale se devrait d'accorder une plus grande attention au problème afin de veiller au respect des mesures existantes.

Incidences économiques des mesures gouvernementales

134. Il a été estimé que les interdictions frappant certaines importations spécifiques en provenance d'Afrique du Sud s'appliquaient en théorie à 26 % des exportations sud-africaines en 1985. Cependant, compte tenu des nombreuses lacunes et limitations de ces interdictions, les produits faisant l'objet de sanctions trouvent encore des marchés et en 1985, moins de 8 % des exportations de l'Afrique du Sud étaient frappées par ces sanctions 39/. Cependant, les sanctions imposées même sur cette partie limitée du commerce sud-africain ont eu des incidences non négligeables. Les sanctions commerciales prises par les seuls Etats-Unis ont fait baisser le chiffre des exportations sud-africaines de 417 millions de dollars. Une enquête portant sur 97 % du marché des exportations sud-africaines réalisée par le General Accounting Office des Etats-Unis conclut que l'Afrique du Sud n'a pas pu remplacer le marché américain qu'elle avait perdu par d'autres marchés et que même en tenant compte de l'augmentation de 164 millions de dollars provenant auparavant des exportations vers la province de Taïwan (Chine), les recettes provenant de l'exportation vers l'Afrique du Sud des biens désormais frappés d'interdiction par les Etats-Unis avaient diminué, à l'échelon mondial, de 463 millions de dollars. Dans l'étude menée par des experts du Commonwealth en 1989, il a été noté que les neuf pays industrialisés qui s'étaient engagés à réduire leurs relations commerciales avec l'Afrique du Sud avaient diminué les échanges d'un tiers en 1987 28/.

135. En se fondant sur les hypothèses relatives aux effets multiplicateurs des pertes à l'exportation sur l'économie dans son ensemble, il a été suggéré que les sanctions commerciales provoqueraient une réduction de 4 % du PIB sud-africain. Cependant, cette conclusion doit être précisée sur trois points 39/.

/...

136. En premier lieu, l'Afrique du Sud, en ne respectant pas les sanctions, non seulement exporte illégalement sur les marchés traditionnels mais elle a également trouvé d'autres marchés importants pour ses exportations, notamment dans les pays d'Extrême-Orient. Comme l'indique le tableau 6 de l'appendice ci-dessous, le rang qu'occupaient les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud s'en est trouvé modifié.

137. Il n'existe pas encore de données générales sur le commerce extérieur de l'Afrique du Sud en 1988 mais l'analyse des flux commerciaux des 24 pays entretenant des relations avec l'Afrique du Sud pendant les six premiers mois de 1988 fait apparaître une augmentation de 34 % par rapport aux six premiers mois de 1987. A l'exception du Danemark, de la Suède, de l'Australie et d'Israël, tous ces pays ont développé leurs échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud (voir tableau 15). Les chiffres des échanges entre l'Afrique du Sud et sept des dix pays entretenant des relations commerciales avec elle, pour lesquels il existe des données commerciales, sont pour l'ensemble de l'année 1988, et lorsqu'on les compare à ceux de 1987 en augmentation 40/.

138. En deuxième lieu, le déclin des exportations sud-africaines après 1985 n'a pas été dû seulement aux sanctions mais a résulté également dans une large mesure d'un surapprovisionnement général, source d'une concurrence accrue, et d'une baisse des prix pour un certain nombre de produits de base exportés par l'Afrique du Sud, notamment le charbon, le fer et l'acier, le sucre et le maïs 39/.

139. En troisième lieu, en réduisant les recettes d'exportation de l'Afrique du Sud et en augmentant le prix qu'elle doit payer pour importer les biens d'équipement, la technologie, les armes et le pétrole qui lui sont vitaux, les sanctions commerciales ont un impact sur l'actuelle balance des paiements de l'Afrique du Sud. Avec une sortie de capitaux étrangers d'environ 20 milliards de rands depuis 1985, le calendrier révisé du remboursement de la dette de l'Afrique du Sud l'a obligée à maintenir un excédent sur son compte courant. Cela signifie que l'impact réel des sanctions commerciales est lié de façon cruciale à l'existence simultanée de sanctions financières (compte de capital) permettant d'éviter que toute diminution des recettes d'exportation ne soit compensée par des entrées de fonds destinées aux investissements ou de capitaux empruntés. Les sanctions commerciales semblent incontestablement avoir joué un rôle capital dans les problèmes de l'économie sud-africaine. Les diverses interdictions qui ont été adoptées concernant les investissements et certaines formes de prêts à l'Afrique du Sud ont renforcé ces sanctions commerciales. Cependant, les nouveaux investissements réalisés en Afrique du Sud par des partenaires commerciaux non traditionnels semblent augmenter.

140. D'une importance cruciale pour l'économie sud-africaine est le problème des prêts étrangers. Il existe trois points qui méritent d'être soulignés à ce sujet. Le premier porte sur les nouveaux prêts. Même si un certain nombre d'Etats ont pris des mesures contre les nouveaux prêts, dans de nombreux cas, celles-ci sont volontaires et permettent aux banques d'interpréter ces directives comme elles le souhaitent, le gouvernement ne leur imposant peu ou pas de sanctions.

141. Le deuxième point en ce qui concerne ces prêts est celui des crédits commerciaux qui, comme on l'a vu, ont joué un rôle clef dans la survie financière de l'Afrique du Sud et dont une proportion importante a été fournie par des organismes de crédit commercial officiels de certains Etats. En juillet 1988, le Gouverneur de la Banque de réserve sud-africaine a souligné l'accroissement récent et bienvenu des crédits commerciaux qui permettent de limiter les effets négatifs de la balance des paiements sur la croissance économique 41/.

142. Le troisième point et le plus important est la renégociation de la dette qui doit débiter en juin 1990. En août 1988, les ministres des affaires étrangères du Commonwealth ont décidé de demander aux banques de leurs pays de fixer un rééchelonnement de la dette ne durant pas plus d'une année. Cependant, les pays représentés au Comité des ministres ne sont pas ceux qui prêtent le plus à l'Afrique du Sud.

V. CONCLUSIONS

143. Même si les sanctions officielles imposées à l'Afrique du Sud jusqu'à ce jour ont dans l'ensemble été limitées dans leur portée et n'ont pas toujours visé les secteurs pour lesquels ce pays est le plus tributaire du reste du monde, leurs effets cumulatifs ont entraîné de sérieuses difficultés pour l'économie de ce pays.

144. Les importations essentielles de l'Afrique du Sud en pétrole et en produits pétroliers, en biens d'équipement, en matériel de production, en pièces détachées et en technologie ont fait l'objet de mesures disparates que l'Afrique du Sud a souvent pu éluder même si cela lui a coûté cher. Dans une moindre mesure, on peut en dire autant des mesures financières officielles. En outre, les pressions exercées sur les marchés semblent avoir nui de façon non négligeable à la santé de l'économie sud-africaine.

145. Quelques-unes des recommandations examinées par les ministres des affaires étrangères du Commonwealth en août 1988 et février 1989 ont porté sur un certain nombre de ces considérations. Une étude réalisée par des experts du Commonwealth contenait des recommandations détaillées concernant l'accès de l'Afrique du Sud à la technologie et proposait des interdictions applicables à l'équipement ayant une utilisation double ainsi qu'à la vente d'ordinateurs, de logiciels et de matériel électronique et de télécommunications. Des propositions ont également été faites pour ce qui est du rééchelonnement de la dette de l'Afrique du Sud et des conditions possibles de ce rééchelonnement 28/. La Norvège, en particulier, a abordé le problème des mouvements de personnel qualifié ainsi que les liens avec l'Afrique du Sud en matière de transport en demandant aux capitaines des navires norvégiens enregistrés d'établir des rapports.

146. Ces quelques exemples constituent une illustration des mesures officielles récemment proposées ou appliquées qui portent sur des secteurs et des domaines de l'économie sud-africaine largement tributaires de l'extérieur.

147. L'Assemblée générale, au cours des deux dernières années, s'est particulièrement préoccupée de l'efficacité des sanctions imposées par les partenaires commerciaux traditionnels de l'Afrique du Sud. Dans sa résolution 43/50 D, l'Assemblée générale a prié instamment tous les Etats qui ne

/...

l'avaient pas encore fait d'adopter, en attendant l'imposition de sanctions globales et obligatoires, des dispositions législatives ou analogues qui constituent des sanctions effectives contre l'Afrique du Sud et des secteurs bien précis de l'économie sud-africaine dont elle estime qu'ils sont les plus vulnérables aux pressions extérieures. Il semble que les Etats aient pris des mesures pour appliquer certaines de ces recommandations, même s'ils l'ont fait de façon plutôt disparate et sans toujours coordonner leur action.

Notes

1/ Governor of the South Africa Reserve Bank, cité dans S.A. Barometer, vol. 1, No 2, 27 mars 1987.

2/ On ne dispose pas de résultats de recensement récents. On s'accorde en général à estimer que le taux d'accroissement de la population est proche de 3 %.

3/ Financial Mail (Johannesburg), 7 octobre 1988.

4/ Community Resource and Information Centre, Draft Report on Sanctions and their Effect on the Economy and Jobs, Compiled for the Congress of South African Trade Unions, Johannesburg (janvier 1988).

5/ Conseil économique et social, Commission des sociétés transnationales : "Les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie et leur collaboration avec le régime raciste minoritaire de cette région". Rapport du Secrétaire général (New York), 5-14 avril 1988 (E/C.10/1989/8 et Corr.1).

6/ Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, "L'économie sud-africaine et les sociétés transnationales" (E/C.10/AC.4/1989/5), New York, 14 août 1989.

7/ Les chiffres sur l'émigration ont été calculés à partir de données figurant dans le rapport de 1988 du South African Institute of Race Relations.

8/ Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, op. cit., par. 81.

9/ Conseil économique et social, Commission des sociétés transnationales "Application des recommandations du Groupe de personnalités éminentes chargé d'organiser des auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie : complément d'information" (E/1989/17).

10/ Investor Responsibility Research Center, Inc., Patterns of Multinational Corporations Disinvestment from South Africa (Washington) 1989.

11/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 44 (A/43/44 et Corr.1), par. 10.

/...

12/ Paul Conlon, "Le commerce pétrolier international et les besoins énergétiques de l'Afrique du Sud", Auditions concernant l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, 12 et 13 avril 1989 (A/AC.234/4).

13/ John E. Lind et David J. Koistinen, Financing South Africa's Foreign Trade (San Francisco), Cannicor Research, mars 1988.

14/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 44 (A/43/44 et Corr.1).

15/ Cité dans Windhoek Advertiser (Namibie), 25 avril 1986 et reproduit dans The Oil Embargo against South Africa: Effects and Loopholes", document établi par le Shipping Research Bureau (Amsterdam) pour la Conference on Sanctions and South Africa, tenue à Howard University, Washington, les 30 et 31 octobre 1987.

16/ The Shipping Research Bureau (Amsterdam), témoignant devant l'équipe chargée des auditions relatives à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, New York les 12 et 13 avril 1989.

17/ South African Institute of Race Relations, Race Relations Survey 1987/88 (Johannesburg), 1988.

18/ "The Role of Transnational Banks in South Africa", Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, 1989.

19/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 45 (A/42/45).

20/ The Star (Johannesburg), 15 mars 1989.

21/ "Le rôle des banques transnationales en Afrique du Sud", rapport du Centre sur les sociétés transnationales, 1989 (E/C.10/AC.4/1989/6).

22/ Paul Conlon, "Tentatives de l'Afrique du Sud pour réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole importé", Centre des Nations Unies contre l'apartheid, Notes et documents 9/85, octobre 1985.

23/ Merle Lipton, "Sanctions against South Africa: the dynamics of economic isolation", The Economist Intelligence Unit, Special Report No 1119 (Londres), 1988.

24/ Voir Ken Traynor, "Canada's economic links with South Africa; the impact of Canadian sanctions", Conseil canadien de la coopération internationale, Taking Sides in Southern Africa (Ottawa), février 1987.

25/ J. Hanlon et R. Ormond, The Sanctions Handbook, Penguin (Londres), 1987.

26/ Voir Brian Bolton, Illusions of dependence: South African minerals in the global economy, raw materials report, vol. 2, No 3, p. 10 (Stockholm); et Andrew Fenton Cooper et Ashok Kapur, La vulnérabilité stratégique des minéraux : le cas de la République fédérale allemande face à l'Afrique du Sud et à l'Union soviétique, Revue études internationales, vol. XV, No 1 (Québec), mars 1984, p. 121.

27/ Voir Bundesanstalt für Wissenschaften und Rohstoffe, Versorgungslage bei Rohstoffen: Kurzfassung (Hanovre), septembre 1986, passim; et the Board of Trade of Sweden, Possibilities of Reducing Dependence upon Importation from South Africa of Certain Metals and Minerals, Memorandum (Stockholm), 2 juillet 1986.

28/ Experts Study on the Evaluation and Impact of Sanctions, The Commonwealth Secretariat (Londres), 1989.

29/ On pourra trouver des propositions de sanctions sur l'or dans The Case for a Gold Sanction in the Fight Against Apartheid, World Gold Commission (Londres), 1988; et dans le document de travail de I. Lepper et P. Robbins, intitulé "Gold and international sanctions against South Africa" (Londres), 1988.

30/ "South Africa: Summary report on trade, lending, investment and strategic minerals", U.S. General Accounting Office (GAO/NSIAD-88-228), septembre 1988.

31/ Voir "Balance-of-Payments 1955-75", par D. Hobart Houghton, The South African Economy, Oxford University Press (Londres), 1976.

32/ South African Reserve Bank, A statistical presentation of South Africa's foreign liabilities and assets, 1956-1981 (Johannesburg).

33/ La Citibank et la Manufacturers Hanover ont fait savoir qu'elles ont choisi l'option de la reconduction de la dette. Sources : Finance Week (Johannesburg), 20 avril 1989; Business Day (Johannesburg), 26 avril 1989; Financial Times (Londres), 16 mai 1989.

34/ Community Agency for Social Enquiry (Le Cap), 1989.

35/ Association des Chambres de commerce, "Business Confidence Index", An Overview of Political Conflict in South Africa: Data trends 1984-1988. Indicator Project South Africa, Université du Natal (Durban), décembre 1989.

36/ Foreign assets in rand from the South African Reserve Bank, Quarterly Bulletin, mars 1988; rand values using the exchange rates listed, ibid., juin 1988.

37/ A l'exception des investissements dans les domaines de la formation et de la santé et dans le secteur social.

38/ Voir le rapport du Secrétaire général sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain intitulé : "Application des mesures nationales adoptées contre l'Afrique du Sud" (A/43/786), tableau I, novembre 1988.

39/ Stephen Gelb, "Analysis of the impact of sanctions", document d'information établi par la Confédération internationale des syndicats libres, 32e réunion du Comité de coordination pour l'Afrique australe (Harare), 25 au 28 novembre 1988.

40/ Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

41/ Investor Responsibility Research Centre, Inc., Patterns of Multinational Corporations Disinvestment from South Africa (Washington), 1989.

/...

APPENDICE

Liste des tableaux

Tableau 1

Composition du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud
 aux prix courants

Secteur	1984 (En millions de rands)	1988	1984 (Pourcentage)	1988
Agriculture, sylviculture et pêche	5 429	10 453	5,4	5,8
Industries extractives	13 459	22 634	13,4	12,7
Industries manufacturières	23 903	43 754	23,8	24,5
Electricité, eau	3 932	7 891	3,9	4,4
Bâtiment	3 844	5 841	3,8	3,3
Commerce et hôtellerie	12 424	22 741	12,4	12,7
Transport et communications	9 357	16 037	9,3	9,0
Services financiers, immobilier	13 481	23 636	13,4	13,3
Services collectifs	1 729	2 912	1,7	1,6
Administrations publiques	12 598	23 773	12,6	13,3
Autres producteurs	2 488	4 094	2,5	2,3
Moins les imputations	-2 316	-5 236	-2,3	-2,9
Total	100 329	178 530	100,0	100,0

Source : Central Statistical Services, Communiqué de presse P0441, cité dans South African Barometer (Johannesburg), vol. 3, No 8, 5 mai 1989.

Tableau 2

Echanges commerciaux sud-africains : principaux produits

(En millions de rands)

<u>Importations</u>			<u>Exportations</u>		
	<u>1986</u>	<u>1987</u>		<u>1986</u>	<u>1987</u>
Machines	7 304	7 840	Or	16 719	17 792
Matériel de transport	2 958	3 821	Produits minéraux	4 957	3 869
Produits chimiques	3 042	3 148	Métaux communs	4 763	4 696
Métaux communs	1 268	1 407	Produits alimentaires,		
Textiles	907	1 198	boissons et tabac	2 558	2 613
Instruments scientifiques	1 166	1 421	Textiles	986	943
Résines artificielles et			Produits chimiques	1 184	1 150
matières plastiques	1 137	1 312	Diamants	998	n.d.
Produits végétaux	646	548			
Divers	8 423	8 041	Divers	9 996	11 654
Total	26 851	28 736	Total	42 161	42 717

Source : The Economist Intelligence Unit, Country Profile: South Africa, 1988-1989 (Londres).

Tableau 3

Importations de l'Afrique du Sud, par principaux partenaires
commerciaux (1986-1987)

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Partenaires commerciaux	1986	1987	Evolution en pour- centage par rapport à la période <u>1983-1985 :</u>		Evolution en pour- centage en 1987 par rapport à 1986	Rang : 1983/ 1985	
			1986	1987		1985	1987
Allemagne, République fédérale d'	1 940	2 546	-3	28	31	1	1
Japon	1 357	1 868	-12	22	38	4	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 250	1 565	-19	2	25	3	3
Etats-Unis d'Amérique	1 173	1 295	-38	-31	10	2	4
France	404	468	-13	1	16	4	5
Italie	352	457	-20	3	30	5	6
Taiwan (Province de la République populaire de Chine)	218	423	4	102	94	9	7
Pays-Bas	254	289	6	21	14	6	8
Belgique/Luxembourg	210	284	-4	30	35	8	9
Suisse	242	276	9	24	14	7	10
Asie de l'Est nsa+	47	126	0	172	171	25	11
Hong-kong	74	125	-25	25	67	15	12
Asie du Sud-Est nsa+	90	121	26	68	34	20	13
Suède	112	108	-24	-26	-3	10	14
Espagne	85	99	-15	-2	16	14	15
Canada	137	87	2	-35	-36	11	16
Israël S	65	82	-23	-2	27	16	17
Autriche	76	79	8	13	4	21	18
République de Corée	59	79	3	36	33	23	19
Brésil S	n.c.	n.c.				13	20
Irlande	41	61	7	61	50	27	21
Singapour	35	61	-27	26	72	24	22
Australie	53	57	-36	-33	7	17	23
Argentine S	49	n.c.	-61			12	24
Chili S	n.c.	n.c.				28	25
Venezuela S	n.c.	n.c.				26	26
Portugal	16	18	-42	-33	15	29	27
Danemark	46	14	-24	-76	-69	22	28

Tableau 3 (suite)

				Evolution en pour- centage par rapport à la période <u>1983-1985 :</u>		Evolution en pour- centage en 1987 par rapport à 1986		Rang : 1983/ 1987
Partenaires commerciaux		1986	1987	1986	1987			
Nouvelle-Zélande	S	11	11	-33	-32	1	31	29
Sri Lanka	S	11	n.c.	-37			30	30
Côte d'Ivoire	S	n.c.	n.c.				33	31
Norvège		46	7	-39	-91	-85	18	32
Antilles néerlandaises	S	n.c.	n.c.				32	33
Pérou	S	n.c.	n.c.				35	34
Paraguay	S	1	n.c.	-75			34	35
Finlande		3	0	-97	-100	-100	19	36
Total		8 454	10 602	-18	3	25		

Sources : "Trade Statistics", tableau 6.1, rapport final des experts indépendants au Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, s'appuyant sur les données du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de rapports nationaux sur le commerce.

Nsa = non spécifié ailleurs.

+ = réexportations via Singapour et Hong-kong.

S = les chiffres existants portent sur l'ensemble des pays de l'Union douanière d'Afrique australe.

Tableau 4

Sources des importations de l'Afrique du Sud
en biens d'équipement (1986-1987)*

		1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
				1986	1987	
<u>Véhicules et matériel de transport</u>						
Japon		621	984	3	64	59
Allemagne (République fédérale d')		651	857	-3	27	32
Etats-Unis d'Amérique	S	168	228	-46	-27	36
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		128	161	-50	-37	26
Italie		35	58	-33	11	66
France		38	43	-45	-36	15
Taiïwan (province de la République populaire de Chine)		16	31	-7	-80	94
Belgique/Luxembourg		8	19	-34	63	149
Pays-Bas		12	14	13	27	12
Autriche		10	7	-11	-40	-32
Espagne		19	6	87	-39	-67
Australie		6	6	-50	-54	-9
Suède		6	4	-60	-71	-28
Canada	S	28	3	182	-65	-88
Suisse		2	1	-73	-83	-36
Brésil	S	N.C.	N.C.			
Total**		1 748	2 424	-16	17	39

Tableau 4 (suite)

		1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
				1986	1987	
<hr/>						
<u>Matériel électrique et électronique</u>						
Allemagne (République fédérale d')		305	367	3	24	20
Japon		238	292	-22	-5	22
Etats-Unis d'Amérique	S	256	252	-19	-20	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		224	236	-16	-11	5
Taïwan (province de la République populaire de Chine)		45	100	82	306	123
France		84	95	-9	3	13
Italie		79	84	15	23	7
Pays-Bas		50	57	8	23	14
Suisse		57	55	46	41	-3
Hong-kong	S	15	29	-28	37	91
Belgique/Luxembourg		22	22	-14	-11	3
Singapour		9	17			83
Espagne		11	16	-23	6	38
Suède		17	11	-20	-48	-35
Irlande		15	10	59	9	-32
Israël	S	10	8	-35	-47	-18
Canada	S	6	7	-49	-42	14
<hr/>						
Total**		1 443	1 658	-2	5	15

Tableau 4 (suite)

				Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
		1986	1987	1986	1987	
<u>Machines et outillage</u>						
Allemagne (République fédérale d')		345	449	-19	5	30
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		172	242	-30	-2	40
Japon		138	162	-28	-15	18
Italie		85	139	-36	6	64
Etats-Unis d'Amérique	S	112	135	-51	-41	20
France		72	87	-28	-13	20
Suisse		55	74	-25	0	34
Taiwan (province de la République populaire de Chine)		17	40	-22	84	135
Suède		33	35	-38	-35	5
Belgique/Luxembourg		16	27	-36	11	72
Pays-Bas		19	23	-29	-13	22
Autriche		21	18	24	7	-14
Espagne		8	12	-51	-31	41
Israël	S	6	9	-45	-23	40
Canada	S	4	4	-50	-51	-1
Brésil	S	N.C.	N.C.			
Danemark		9	2	-34	-88	-81
Finlande		0	0	-99	-100	-100
<hr/>						
Total**		1 114	1 459	-31	-10	31

Tableau 4 (suite)

	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
			1986	1987	
<u>Autres produits manufacturés</u>					
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	145	194	-10	20	34
Allemagne (République fédérale d')	136	171	0	27	26
Etats-Unis d'Amérique S	105	114	-28	-22	9
Japon	82	106	-26	-4	29
Taiwan (province de la République populaire de Chine)	38	70	-20	46	84
Italie	39	58	-29	5	49
France	38	56	-17	22	47
Hong-kong S	38	55	-19	18	46
Suisse	34	35	37	39	1
Belgique/Luxembourg	20	22	-8	1	10
Pays-Bas	17	19	5	17	12
Israël S	13	15	-11	3	16
Espagne	10	13	-26	-5	28
Autriche	8	9	-18	3	26
Suède	6	6	-27	-20	10
Irlande	3	3	-63	-58	12
Total**	732	949	-16	9	30

* Y compris tous les pays dont les exportations ont dépassé 10 millions de dollars au cours d'une année de la période 1983-1987.

** Totalité des pays pour lesquels des données sont indiquées.

S = Les chiffres existants portent sur l'ensemble des pays de l'Union douanière d'Afrique australe.

Sources : Bureau de statistique de l'ONU; Organisation de coopération et de développement économiques; rapports nationaux sur le commerce.

Tableau 5

Exportations de l'Afrique du Sud pour la période 1981-1987 :
pourcentage par secteur

	1981	1982	1983	1984	1985	1986 <u>a/</u>	1987 <u>a/</u>
Produits agricoles bruts/traités	10,0	9,6	6,6	5,2	5,0	N.C.	N.C.
Minéraux/métaux communs <u>b/</u>	31,4	30,4	32,9	30,9	31,7	25,4	21,8
Or	45,7	44,6	48,0	46,0	42,4	39,7	41,6
Produits manufacturés	7,0	7,3	7,3	8,8	8,7	N.C.	N.C.
Machines/matériel de transport/ matériel scientifique	2,5	2,7	2,1	2,0	2,6	N.C.	N.C.
Divers	3,4	5,4	5,1	7,1	9,4	N.C.	N.C.

Source : Chiffres établis d'après des données tirées de : 1981-1985 - South African Reserve Bank, Quarterly Bulletin, divers numéros; 1986-1987 - The Economist Intelligence Unit, Country Profile: South Africa, 1988-1989; SA Barometer, vol. 2, No 9, 20 mai 1988.

a/ En 1986, l'Afrique du Sud a cessé de publier des statistiques détaillées sur ses échanges commerciaux.

b/ Y compris les diamants.

Tableau 6

Exportations de l'Afrique du Sud par pays de destination
pour la période 1986-1987

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Partenaires commerciaux	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986	Rang	
			1986	1987		1983/ 1985	1987
Japon	2 248	2 280	32	34	1	2	1
Italie	1 914	1 791	18	10	-6	3	2
Etats-Unis d'Amérique	2 520	1 420	8	-39	-44	1	3
Allemagne (République fédérale d')	1 255	1 242	31	30	-1	5	4
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 227	1 089	2	-10	-11	4	5
France	488	583	-23	-8	19	6	6
Taiwan (province de la République populaire de Chine)	319	451	53	115	41	10	7
Belgique/Luxembourg	361	385	13	21	7	7	8
République de Corée	369	375	71	74	2	9	9
Hong-kong	348	325	50	40	-7	8	10
Espagne	286	319	66	86	12	11	11
Suisse	87	267	3	218	207	18	12
Israël S	203	221	18	29	9	12	13
Turquie	202	219	138	159	9	17	14
Pays-Bas	195	189	40	36	-3	15	15
Autriche	95	107	17	32	13	19	16
Australie	97	90	-7	-14	-7	16	17
Maurice S	68	76	66	85	12	22	18
Canada	230	76	65	-45	-67	14	19
Portugal	60	73	58	91	21	23	20
Brésil	60	71	86	119	18	27	21
Singapour	47	69	-13	29	48	20	22
Sri Lanka S	60	N.C.	162			29	23
Grèce	53	58	44	56	9	24	24
Réunion	35	38	17	27	9	28	25
Venezuela	N.C.	N.C.				25	26
Chili S	35	N.C.	53			30	27
Argentine S	31	N.C.	71			32	28
Norvège	26	25	-27	-28	-1	26	29
Suède	21	21	-59	-58	0	21	30

Tableau 6 (suite)

Partenaires commerciaux	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la période <u>1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986	Rang	
			1986	1987		1983/ 1985	1987
Pérou	13	N.C.	29			35	31
Irlande	22	12	15	-35	-44	31	32
Nouvelle-Zélande	S 15	11	-15	-38	-27	33	33
Thaïlande	10	N.C.	59			37	34
Equateur	S N.C.	N.C.				36	35
Danemark	102	4	-28	-97	-96	13	36
Finlande	1	1	-96	-95	19	34	37
Total	13 102	11 887	18	7	-9		

Source : "Trade Statistics", Expert Study on the Evaluation and Impact of Sanctions, The Commonwealth secretariat (Londres) 1989, s'appuyant sur des données provenant du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de rapports nationaux sur le commerce.

S = Les chiffres existants portent sur l'ensemble des pays de l'Union douanière d'Afrique australe.

Tableau 7

Ventes de charbon sud-africain, 1986 et 1987

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
			1986	1987	
Japon	401	312	8	-16	-22
Italie	214	171	4	-17	-20
Corée du Sud	204	168	80	48	-18
Espagne	146	132	104	84	-10
Allemagne (République fédérale d')	172	94	55	-16	-46
Belgique/Luxembourg	97	89	-3	-11	-8
Taiwan (province de la République populaire de Chine)	77	76	68	67	0
Hong-kong	94	74	28	1	-21
Israël	95	71	32	-1	-25
Pays-Bas	62	59	101	92	-5
France	95	50	-57	-78	-48
Turquie	22	35	188	359	59
Portugal	15	25	545	1 020	74
Suisse	14	18	254	359	30
Grèce	5	13	-54	8	132
Autriche	3	12			244
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	8	3	-31	-75	-63
Danemark	93	0	-28	-100	-100
Etats-Unis d'Amérique	52	0	54	-100	-100
Total	1 868	1 401	16	-13	-25

Source : "Trade Statistics", Commonwealth Independent Experts Study, 1989.

Tableau 8

Part de l'Afrique du Sud dans la production mondiale
de minerais, 1985-1986

	Réserves 1986 <u>a/</u>	<u>Production</u>		Pourcen- tage du total mondial en 1985	Rang mondial en 1985
		1985	1986 <u>b/</u>		
Diamants industriels (en millions de carats)	70	5,7	5,6	14,5	4
Pierres précieuses <u>c/</u> (en millions de dollars des Etats-Unis)	-	4 550,0	4 635,0	16,8	3
Or (en millions d'onces troy)	800	21,6	21,0	44,7	1
Groupe du platine (en tonnes)	59 000	115,0	125,0	46,3 <u>d/</u>	2
Charbon (en millions de tonnes)	59 000	162,0 <u>e/</u>	177,0	3,9 <u>e/</u>	7 <u>e/</u>
Antimoine (en tonnes)	254 000	7 394,0	7 250,0	13,4 <u>d/</u>	2 <u>f/</u>
Amiante (en milliers de tonnes)	22 000	165,0	150,0	4,0	-
Chromite (en milliers de tonnes)	5 700 000	3 340,0	3 350,0	33,6	1
Spath fluor (en milliers de tonnes)	37 200	349,0	350,0	7,3	5
Minerai de fer (en millions de tonnes)	9 450	24,4	23,4	2,8	3
Manganèse (en milliers de tonnes)	7 700 000	3 600,0	3 720,0	14,8	2

/...

Tableau 8 (suite)

	Réserves 1986 <u>a/</u>	Production		Pourcen- tage du total mondial en 1985	Rang mondial en 1985
		1985	1986 <u>b/</u>		
Rutile (en milliers de tonnes)	4 700	55,0	56,0	15,1 <u>d/</u>	3
Vanadium (en tonnes)	7 800	14,0	14,5	45,9 <u>d/</u>	1
Zirconium (en milliers de tonnes)	4 500	200,0 <u>b/</u>	130,0	25,9	2

Sources : Merle Lipton, Sanctions and South Africa, Economist Intelligence Unit, report No 1119 (Londres), 1988. On s'est fondé sur des données du Department of the Interior des Etats-Unis, des Mineral Commodity Summaries de 1987; du British Geological Survey; et des World Mineral Statistics (pour le charbon uniquement).

a/ Les réserves comprennent notamment les réserves marginales et les ressources actuellement inexploitées.

b/ Chiffres estimatifs.

c/ Diamants et autres.

d/ Le total mondial exclut la production des Etats-Unis dont le chiffre n'est pas publié.

e/ Chiffres de 1984.

f/ On ne connaît pas la production des Etats-Unis, qui semble toutefois avoir été suffisamment importante pour influencer sur le classement mondial de l'Afrique du Sud.

/...

Tableau 9

Débouchés des exportations de minerais et de métaux communs
de l'Afrique du Sud

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
			1986	1987	
<u>Métaux communs</u>					
Allemagne, République fédérale d'	160	136	-16	-29	-15
Japon	54	121	-50	12	122
Etats-Unis d'Amérique S	125	98	-1	-22	-21
Italie	56	69	4	28	23
Taiïwan (province de la République populaire de Chine)	30	64	-34	41	114
Belgique/Luxembourg	72	54	-20	-40	-24
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	40	49	57	92	23
Turquie	16	38			130
Autriche	29	27	6	2	-4
France	24	25	-28	-24	5
Hong-kong S	7	4	-25	-55	-40
Venezuela S	0	n.c.	-100		
Total	614	686	-14	-4	12
<u>Uranium et matières radioactives</u>					
France	80	159	-34	31	99
Allemagne, République fédérale d'	12	25	-74	-45	109
Canada	32	6	-8	-82	-80
Etats-Unis d'Amérique	270	0	67	-100	-100
Total*	394	191	8	-48	-52

/...

Tableau 9 (suite)

	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
			1986	1987	
<u>Autres minerais non métalliques</u>					
Allemagne, République fédérale d'	66	57	78	56	-13
Japon	49	54	-7	3	11
Etats-Unis d'Amérique	40	41	-17	-15	2
Italie	29	37	8	37	27
Belgique/luxembourg	22	28	141	209	29
France	16	18	-12	-3	11
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	19	16	28	5	-18
Pays-Bas	9	13	6	56	47
Espagne	10	11	34	51	13
Turquie	18	6	258	21	-66
Australie	5	4	-55	-64	-19
Thaïlande	0	n c.	-91		
Total	285	287	16	17	1

Source : "Trade Statistics", Commonwealth Independent Experts Study, 1989.

* Chiffres sous-estimés : de nombreux importateurs dissimulent leurs échanges commerciaux.

S = Les chiffres disponibles ne portent que sur l'ensemble de l'Union douanière d'Afrique australe.

Tableau 10

Achats des exportations de produits agricoles d'Afrique du Sud
par pays en 1986 et 1987

(En millions de dollars des Etats-Unis)

		1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la <u>période 1983-1985</u>		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
				1986	1987	
A. <u>Viande, poissons et</u>						
<u>produits laitiers</u>						
<u>comestibles</u>						
Japon		34	35	23	25	2
Italie		17	22	48	83	24
Espagne		14	20	210	337	41
France		13	20	37	103	49
Australie		20	13	-1	-32	-32
Réunion	S	11	12	34	49	11
Hong-kong	S	12	11	41	37	-3
Etats-Unis d'Amérique	S	40	2	-5	-94	-94
Total		161	135	22	3	-16
B. <u>Fruits, légumes et</u>						
<u>céréales</u>						
Japon		223	252	111	138	13
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		204	202	-1	-2	-1
Allemagne, République fédérale d'		125	156	38	72	25
France		70	115	47	144	65
Taiwan (province de la République populaire de Chine)		47	59	209	285	25
Belgique/Luxembourg		29	39	41	88	33
Suisse		27	32	12	32	18

/...

Tableau 10 (suite)

	1986	1987	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985		Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
			1986	1987	
Pays-Bas	23	27	-8	8	18
Autriche	24	26	46	64	12
Hong-kong	18	22	-4	14	19
République de Corée	n.c.	n.c.			
Israël	15	20	31	75	34
Italie	9	15	68	159	54
Espagne	12	12	39	38	0
Singapour	8	11			35
Venezuela	3	n.c.	-74		
Canada	25	1	-8	-96	-96
Suède	0	1	-99	-95	804
Etats-Unis d'Amérique	72	0	-10	-100	-100
Total	934	990	27	34	6

Source : "Trade Statistics", Commonwealth Independent Experts Study, 1989.

/...

Tableau 11

Ventes des exportations de fer et d'acier d'Afrique du Sud
 par pays, en 1986-1987

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1986	1987	1986	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985 : 1987	Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
FER, ACIER ET PRODUITS DERIVES					
<u>Minerai et poudre de fer</u>					
Japon	140	136	-15	-17	-2
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	27	33	79	122	24
Turquie	33	21	101	26	-37
Allemagne, République fédérale d'	27	14	-49	-73	-47
Italie	9	10	-5	13	19
Autriche	10	7	252	155	-27
France	0	0	-100	-99	100
Total	246	222	-9	-18	-9
<u>Ferro-alliages et minerais associés</u>					
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	198	225	-10	2	14
Japon	234	221	6	0	-6
Etats-Unis d'Amérique	196	178	31	19	-9
Allemagne, République fédérale d'	105	127	9	31	20
France	57	74	-5	23	30
Espagne	35	43	47	82	23
Italie	42	39	-7	-15	-8
Canada	15	19	1	23	21

/...

Tableau 11 (suite)

	1986	1987	1986	Evolution en pourcentage par rapport à la période 1983-1985 : 1987	Evolution en pourcentage en 1987 par rapport à 1986
Taiwan (province de la République populaire de Chine)	14	17	85	131	25
Turquie	8	15	51	188	91
Belgique/Luxembourg	7	14	-18	56	91
Suède	9	11	-38	-22	26
Australie	10	9	23	7	-13
Norvège	22	8	28	-54	-64
Total	953	1 000	7	12	5
<u>Fer et acier</u>					
Taiwan (Province de la République populaire de Chine)	55	124	67	277	126
Hong-kong	129	109	155	116	-15
Japon	127	91	184	104	-28
Turquie	81	87	94	108	7
Israël	55	52	42	35	-5
Allemagne, République fédérale d'	44	45	45	49	3
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	38	32	66	42	-15
Sri Lanka	31	n.c.	236		
Singapour	21	30			45
Grèce	30	26	141	102	-16
Argentine	17	n.c.	187		
Portugal	16	12	16	-7	-20
Espagne	17	12	60	15	-28
Etats-Unis d'Amérique	184	5	4	-97	-97
Canada	10	0	86	-95	-98
Total	855	626	72	26	-27

Source : "Trade Statistics", Commonwealth Independent Experts Study, 1989.

Tableau 12

Balance des paiements et mouvements de capitaux, 1975 et 1980-1988

Année	Balance des opérations courantes	Mouvements nets de capitaux	Evolution des réserves nettes en devises
(En millions de rands)			
1975	1 616	1 774	191
1980	2 818	-2 282	536
1981	-4 089	961	-3 128
1982	-3 345	3 230 <u>a/</u>	-125
1983	-78	52	-26
1984	-2 220	791	-1 429
1985	5 925	-9 231	-3 306
1986	7 196	-6 097	1 099
1987	6 152	-3 069	3 083
1988 <u>b/</u>	2 900	-6 700	-3 700

Sources : La South African Reserve Bank, pour toutes les années sauf 1988; le Quarterly Bulletin; le Financial Mail du 17 mars 1989 pour les chiffres de 1988.

a/ Y compris un prêt du Fonds monétaire international.

b/ Chiffres de 1988 arrondis au centième de millions de rands le plus proche.

Tableau 13

Part globale de la participation des banques transnationales
 en Afrique du Sud selon les banques centrales des principaux
 pays créditeurs

Part par secteur de l'économie sud-africaine

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Total	Banques	Secteur public	Secteur privé non bancaire
Fin 1985 :				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 461	1 706	1 249	1 506
Etats-Unis d'Amérique	3 241	2 168	114	959
France	2 430 (est.)	550 (est.)	n.c.	n.c.
Allemagne, République fédérale d'	1 962	565	n.c.	n.c.
Suisse	1 885	1 194	n.c.	n.c.
Autres pays	3 024	1 744		
Total des pays membres de la BRI*	17 003	7 927	2 249	6 292
Fin 1986 :				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 245	1 927	1 447	821
Etats-Unis d'Amérique	2 957	1 899	320	740
France	2 346	444	n.c.	n.c.
Allemagne, République fédérale d'	1 868	423	n.c.	n.c.
Suisse	1 452	642	424	272
Autres pays	2 750	1 848		
Total des pays membres de la BRI*	15 618	7 183	2 821	5 389

/...

Tableau 13 (suite)

Pays	Total	Banques	Secteur public	Secteur privé non bancaire
Fin 1987 :				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 442	1 878	1 762	903
Etats-Unis d'Amérique	888	1 918	537	433
France	2 402	429	n.c.	n.c.
Allemagne, République fédérale d'	2 075	460	n.c.	n.c.
Suisse	1 607	667	508	306
Autres pays	2 613	1 695		
Total des pays membres de la BRI*	16 027	6 956	3 540	5 222

* Zone déclarante de la Banque des règlements internationaux.

Sources : United Kingdom Bank of England, Quarterly Bulletin (Londres); United States Federal Financial Institutions Examinations Council, Country Exposure Lending Survey (Washington, D.C.); France, Banque de France, Bulletin trimestriel (Paris); République fédérale d'Allemagne, Deutsche Bundesbank, Statistische Beihefte zu den Monatsberichten der Deutschen Bundesbank, Reihe 3, Zahlungsbilanzstatistik (Francfort); Zurich Schweizerische National Bank, Das schweizerische Bankwesen (Suisse).

Tableau 14

Désinvestissement d'Afrique du Sud par pays d'origine
 et maintien de liens non participatifs

(Nombre de sociétés)

Pays	Nombre total de sociétés ayant désinvesti	Nombre total de sociétés ayant maintenu des liens non parti- cipatifs	Nombre de pays n'ayant conservé aucun lien	Nombre de sociétés dont on ignore si elles ont maintenu des liens non parti- cipatifs
Australie	11	0	9	2
Belgique	5*	3	1	1
Canada	20	3	9	8
Danemark	2	0	2	0
Allemagne, République fédérale d'	17*	10	1	6
Finlande	1	0	1	0
France	11*	4	1	6
Hong-kong	2	0	0	2
Irlande	2	0	1	1
Italie	2*	1	0	1
Pays-Bas	6	2	2	2
Norvège	1	0	0	1
Suède	4	1	1	2
Suisse	4*	2	0	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	56	7	28	21
Etats-Unis d'Amérique	155	83	59	13

Sources : Investor Responsibility Research Center, Inc. (Washington, D.C.),
 sauf dans les cas où les chiffres sont suivis d'un astérisque indiquant comme
 source la Commission des sociétés transnationales de l'ONU (E/C.10/1989/8,
 tableau 6), lesquels sont plus élevés que ceux qui figurent dans le rapport de
 l'Investor Responsibility Research Center.

Tableau 15

Echanges commerciaux de l'Afrique du Sud durant la première moitié de 1987
et celle de 1988

(En millions de dollars des Etats-Unis)*

Pays**	Total des échanges commerciaux			Importations d'Afrique du Sud			Exportations vers l'Afrique du Sud		
	Première moitié de 1987	Première moitié de 1988	Evolution en pour- centage	Première moitié de 1987	Première moitié de 1988	Evolution en pour- centage	Première moitié de 1987	Première moitié de 1988	Evolution en pour- centage
Allemagne, République fédérale d'	1 658	2 480	50	549	909	66	1 110	1 571	42
Japon	1 925	2 172	13	1 136	1 034	-9	789	1 138	44
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 221	1 679	38	528	746	41	693	933	35
Etats-Unis d'Amérique	1 225	1 511	23	638	730	15	587	781	33
Taiwan (province de la République populaire de Chine)	431	904	110	244	618	153	187	286	53
France	476	660	39	266	364	37	211	296	40
Belgique/ Luxembourg	309	412	33	185	241	30	124	174	37
Suisse	198	392	98	71	238	233	127	154	21
Hong-kong a/	238	320	35	141	172	22	97	148	53
Pays-Bas	213	287	35	86	117	37	128	170	33
Espagne	182	265	46	141	192	36	41	74	78
Turquie	104	154	47	103	145	40	1	9	665
Israël	147	144	-2	118	95	-19	29	49	69
Canada	90	112	24	44	60	37	46	52	12
Autriche	82	107	31	50	64	28	32	43	35
Australie	104	89	-14	54	33	-38	50	56	12
Portugal	43	51	20	36	39	9	7	12	76
Irlande	33	40	20	5	6	19	28	34	21
Norvège	9	10	19	5	10	109	4	1	-78
Nouvelle-Zélande	9	10	10	5	3	-28	4	7	52
Danemark	9	8	-12	2	2	-6	7	6	-14
Suède	85	4	-96	16	0	-100	69	4	-95
Islande	0	1	54	0	1	69	0	0	-50
Finlande b/	0	0	0	0	0	-100	0	0	100
Total	8 792	11 812	34	4 421	5 818	32	4 371	5 993	37

* Taux de change : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Israël en dollars des Etats-Unis. Dollars de Hong-kong fixés à 1 dollar E.-U. = 7,8 dollars de Hong-kong. Taux de mi-période pour Taiwan (province de la République populaire de Chine) : 1 dollar E.-U. = 30 nouveaux dollars de Taiwan pour 1987; 1 dollar E.-U. = 28,7 nouveaux dollars de Taiwan pour 1988.

** Données concernant les pays de l'OCDE et les trois plus grands partenaires non membres de l'OCDE de l'Afrique du Sud. Données concernant l'OCDE tirées du Monthly Statistics of Foreign Trade de l'OCDE, janvier 1989. Israël, Hong-kong et Taiwan (province de la République populaire de Chine) utilisent des statistiques nationales. On ne dispose pas de données pour la Grèce et l'Italie pour 1988.

Source : "Trade Statistics", Commonwealth Independent Experts Study, 1989.

a/ Les exportations de Hong-kong comprennent les réexportations.

b/ Le total des importations et celui des exportations pour la période indiquée s'élève à moins d'un demi-million de dollars des Etats-Unis.